

TRIMESTRIEL

n12 **Eté**

2005 3 **EMIS**

JOURNAL D'INFORMATION ET DE DEBAT DU PLATEAU DE MILLEVACHES

SOMMAIRE

- 2** Courrier / Lu et approuvé **Limoges 1905**
- 3** Leader moins **Les aléas de Leader +**
- 4** Vassivière **Entre dialogue et autisme**
- 5** Le piège **Leçons alpines pour le Limousin**
- 6** TNT la télévision numérique terrestre **Quels usages, quels contenus ?**
- 7** Une coopérative d'emploi et d'activité sur le plateau de Millevaches
- 8** Energies pour demain **L'eau et le vent**
- 10** Les Mahorais de la Creuse
- 12** Poulidor et les autres **Grande saga de la petite reine en Limousin**
- 14** Agriculture **Regards de jeunes, regards de femmes**
- 15** Agenda Courrons les festivals !
- 16** Mille ans qu'elle tourne ! **Petite histoire de la vielle à roue**

**S
Z
a
i**

**IMMENSE PLATEAU
NATURELLEMENT SAUVAGE**



ENERGIES POUR DEMAIN



courrier

Un air de “Terre à terre”

Une de nos lectrices nous conseille une émission de radio : “Terre à terre”.
A vos postes !

Quelques mots de l’émission “Terre à terre” animée par Ruth Stegassy, sur France Culture, le samedi matin de 7h à 8h. Oser, diront certains, promouvoir une émission à une telle heure du matin ? Oui, et avec entrain, car moi, j’aime le matin, j’écoute mieux, je trouve que cet horaire est favorable à la lucidité et à la concentration. Quel plaisir de transformer la p’tite corvée repassage en un moment privilégié d’écoute, ou de prendre le petit déjeuner l’oreille suspendue à la radio. Pas question d’être dérangée : c’est “Terre à terre”. Les p’tites commissions chez la voisine, ce sera après huit heures, comme ça nous en ferons le commentaire, car Chantal aussi écoute “Terre à terre”.

Mais qu’est-ce donc “Terre à terre” ? C’est un magazine de l’environnement qui se présente de la façon suivante : Son constat : en quelques années les questions d’environnement sont arrivées sur le devant de la scène. On est désormais bien au-delà de la simple “défense de la nature”. L’air, l’eau sont touchés. Les secteurs agricole et industriel, la politique, le commerce, la recherche, les relations internationales sont concernés, secoués par des crises qui vont en s’amplifiant. La prise de conscience ne s’est pas faite sans douleur. Annonces catastrophistes des uns, dénis volontairement aveugles des autres, on a pu se sentir dépassés, incapables de faire la part des choses, en manque d’informations fiables, manipulés.

Son projet s’inscrit dans une démarche constructive : faire le lien entre les informations qu’on reçoit de partout ; tisser un réseau entre tous ceux qui, en France et à l’étranger, sont dans la recherche active, expérimentent des solutions ; resituer chaque question dans un contexte, prendre assez de recul pour voir comment elle a évolué sur 10 ou 15 ans dans son traitement comme dans l’opinion ; être à l’affût des initiatives locales, qu’elles émanent de particuliers, d’associations ou de collectivités territoriales ; savoir ce qui se fait à l’étranger et être un relais des expériences réussies ; chercher à confronter sans tomber dans la polémique.

Ce magazine veut avant tout désamorcer la dramatisation pour permettre la réflexion.

Voici quelques thèmes récemment abordés par Ruth Stegassy et ses invités : Pourquoi la faim ? avec François de Ravignan. Pourquoi ça ne va pas plus mal ? avec Patrick Viveret. Innovations techniques et décroissance. En Inde, des méthodes traditionnelles. Eau : irrigation. Autour du “Cauchemar de Darwin”. Le vrai prix des tomates des quatre saisons. Etc.

Bonne écoute aux “lèves tôt” et pour les branchés du net, l’émission peut être écoutée pendant une semaine sur le site de France Culture, émission “Terre à terre”.

MONIQUE DOUILLET

DE LA VILLE NOIRE

A LA VILLE ROUGE



Avec *1905, le printemps rouge de Limoges*, trois jeunes historiens limougeaux déroulent le fil conducteur des événements qui ont donné à Limoges son “image internationale de ville rouge”. Entre histoire et mémoire l’ouvrage est construit comme une tragédie dramatique. En premier acte Dominique Danthieux décrit les bouleversements de la transformation industrielle de la ville.

Au cours de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle la capitale limousine double sa population. Les 30 manufactures de porcelaine et les 19 usines de chaussure ont recomposé le paysage urbain. La rationalisation de la production industrielle introduit la déqualification de la main d’œuvre, et le durcissement de l’autorité patronale. La réplique ouvrière s’organise en chambres syndicales où se diffusent les idées du socialisme. Elles s’incorporeront tout naturellement dans la CGT lorsqu’elle sera créée à Limoges en 1895. Au 1^{er} janvier 1905 Limoges compte pas moins de 4 000 syndiqués.

Dans l’acte 2 Philippe Grandcoing fait le récit des événements. Chez Haviland - le parangon de la réussite industrielle - des ouvriers se mettent en grève contre le pouvoir tyrannique et arbitraire d’un chef d’atelier. La solidarité ouvrière s’organise autour d’une souscription en faveur des victimes de tous les conflits d’autorité, alors nombreux dans les industries limougeaues. Face à la mobilisation ouvrière le patronat s’organise et en appelle au lock out. Décrété le 13 avril, il met toute la ville en ébullition. Manifestations et défilés se succèdent autour des manufactures. De leur côté, socialistes révolutionnaires et anarchistes rameutent la vindicte populaire contre l’Armée et l’Eglise. Des barricades s’érigent pour faire obstacle aux charges de la cavalerie. L’émeute gronde. Des meneurs sont emprisonnés. Devant le refus de leur libération par le préfet les manifestants courent vers la

prison. L’intervention massive et brutale de l’armée disperse la foule. La fusillade laisse un mort au jardin d’Orsay. Les funérailles de Camille Vardelle marqueront la fin du cycle de la porcelaine et de la combativité ouvrière à Limoges.

Au dernier acte Vincent Brousse tempère cette affirmation. Il discerne quelques répliques sociales et surtout politiques des événements de 1905 dans l’histoire du socialisme au cours du premier tiers du vingtième siècle en Haute Vienne. Il évoque quelques conflits. Montrant combien ces événements ont façonné la culture politique locale. Elle se manifeste notamment à travers la figure emblématique de tel ou tel leader politique des cités industrielles de la vallée de la Vienne : Saint Junien, Saint Léonard de Noblat ou Eymoutiers. Les grèves insurrectionnelles et la mort de Camille Vardelle au printemps 1905 demeurent un marqueur indélébile dans la mémoire collective limougeaude. Aussi la fin annoncée des usines Haviland en ce printemps 2005 ravive la peur du déclin de l’activité porcelainière à Limoges.

Sur le mode de la tragédie nos trois historiens dramaturges restituent la cohérence et la logique de ce scénario catastrophe. Avec les contributions des membres de l’Association Mémoire ouvrière en Limousin ils ont réalisé les 24 tableaux de la mise en scène de ce drame. Grâce au savoir faire de la remarquable collection (patrimoine en poche) ils en ont assuré tous les décors par une iconographie fascinante. Celle-ci de bien des manières témoigne de l’enracinement des événements dans la culture populaire. On retiendra les deux étonnantes séries de cartes postales “Les troubles et les grèves de Limoges”.

Pour garder à cet ouvrage son caractère singulier, le prologue a été confié à un romancier dont l’ouvrage n’a pas été retenu dans la bibliographie. L’épilogue nous est contée en occitan, mais le lecteur demeure frustré de sa traduction.

ALAIN CAROF

Vincent Brousse, Dominique Danthieux, Philippe Grandcoing et les membres de l’association Mémoire ouvrière en Limousin. *1905 le printemps rouge de Limoges*. Limoges, Culture et Patrimoine en Limousin, 2005. (19 €)

Auto construction

L’article sur la construction de maison en paille paru dans notre dernier numéro vous a intéressé ; l’association “Le battement d’ailes...” propose dans le cadre de la création de la ferme agroécologique et culturelle de Lauconie:

“Stage construction paille”
du 15 au 20 août 2005
encadré par Julien Cauchois
Thème:

Auto contruction et bio construction : ossature bois, remplissage botte de paille.

Contenu:

- technique ossature bois (abordée théoriquement, l’ossature bois étant réalisée lors d’un chantier bénévole du 8 au 13 août, il est possible d’y participer)
- remplissage botte de paille
- enduit chaux
- enduit terre paille
- principe de base de torchis

Pensez à prendre des vêtements de travail et des gants.

Tarif :
350 euros (repas du midi compris, possibilité d’hébergement sur une aire de camping naturelle, possibilité d’arriver le dimanche 14 août)
inscription stage paille : 06 89 64 88 86 (acompte de 50 euros à l’inscription + adhésion 10 euros + 290 euros sur place)
chantier bénévole : 06 10 21 42 38

“Le battement d’ailes...”
ferme de Lauconie
19150 Cornil



12€
57
82F45

LESSIVE LIQUIDE
LE PARC
QUI VOUS LAISSE À SEC
aux agents
gloutons
(Soit le litre : 2,10 €)

Leader 1, 2 et +

Après deux programmes Leader (dénommés Leader 1 de 1991 à 1994, puis Leader 2 de 1995 à 1999), un troisième programme européen, dénommé cette fois Leader +, était mis sur pied pour une durée de six ans (2000-2006).

Si les deux premiers programmes étaient assez généraux dans leurs objectifs (Leader 1 était intitulé "Millevaches, terre d'entreprise" et Leader 2 "Action de Valorisation Economique et Culturelle", dont l'acronyme donnait la formule "Avec Millevaches") Leader + était tout entier centré sur l'accueil. Le choix d'un thème est en effet une obligation posée par la Commission européenne. Il s'agissait pour reprendre les termes du dossier initial de "mobiliser l'ensemble des habitants dans une démarche globale d'accueil (...) en favorisant l'affirmation d'une citoyenneté territoriale" afin de créer les conditions favorables à la venue et à l'installation de nouveaux habitants. Six "enjeux thématiques" déclinaient cet enjeu global :

- créer de l'emploi ;
- valoriser les ressources locales du Millevaches par l'émergence de nouveaux gisements d'emplois ;
- renforcer les ressources immatérielles et améliorer l'accessibilité aux services et aux équipements ;
- accompagner la mise en réseau des acteurs locaux ;
- renforcer la cohésion sociale ;
- intégrer de nouvelles populations de migrants issues des pôles urbains.

A la clé pour mener toutes ces actions ce n'est pas moins de 3 300 000 euros qui devaient être mobilisés. Il était prévu que 27% de cette somme proviendrait de l'Etat, la région, les départements et les communes et 28% de financeurs privés (entreprises, artisans, acteurs...). La plus grosse part, 45% (1 488 000 euros), venait de l'Europe.

Quatre ans plus tard

Le programme est géré par un GAL (groupe d'action local) présidé par Christian Audouin et constitué de quinze élus et quinze "acteurs privés" (essentiellement des représentants des chambres consulaires et des organismes socio-professionnels). Le GAL se réunit environ trois à quatre fois par an pour valider l'attribution des aides qui sont instruites par les services, hier du Syndicat Mixte de Millevaches en Limousin, aujourd'hui du PNR.

Chaque année, un "rapport annuel d'exécution" fait le récapitulatif des aides accordées et de l'état d'avancement des projets. Lors de sa dernière réunion, le 8 avril 2005, le GAL a pris la mesure des retards du programme et a pu se rendre compte des incidences financières de ceux-ci.

Essayons d'être clair. Les crédits prévus pour une année dans le cadre du programme Leader + doivent bien sûr être dépensés si l'on veut qu'ils servent à quelque chose. Chaque année on fait donc les comptes et l'on compare ce qu'il était prévu de dépenser (aides et subventions octroyées) et ce qui a été réellement versé. Comme tout cela nécessite des procédures administratives assez longues et qu'il faut laisser un temps pour la réalisation des projets programmés, on ne clôt les comptes d'une année que deux ans plus tard. On regarde alors ce qui s'est passé et, soit l'on constate qu'en gros on a réalisé ce qu'on avait prévu et tout est pour le mieux. Soit l'on constate qu'on a réalisé moins, voire beaucoup

Parmi les raisons qu'invoquaient les défenseurs du PNR du temps où le projet piétinait, ce n'était pas forcément la moindre : seul dans les années à venir un parc naturel saurait drainer sur le plateau les crédits dont le territoire a besoin. Et tout particulièrement les crédits européens. L'actualité du programme Leader + actuellement en cours tendrait pourtant à nous démontrer le contraire. C'est ce qu'ont semble-t-il découvert les gestionnaires de ce programme il y a trois mois...

Leader moins

moins. Et qu'il y a donc de l'argent qui n'a pas été mobilisé au cours de la période. Cet argent ne peut malheureusement pas servir pour autre chose que ce pour quoi il était prévu. Il ne peut pas non plus être reporté sur une année ultérieure. En fait, il repart au niveau national et/ou à Bruxelles, d'où il est reventilé sur d'autres programmes Leader qui, eux, ont déjà dépensé tous leurs crédits.

C'est exactement ce qui s'est passé avec Leader Millevaches en 2002 et que les membres du GAL ont découvert en avril dernier.

L'aventure s'était en fait déjà produite en 2001. 12 000 euros auraient dû être retirés à Millevaches (ce qu'en jargon administratif on appelle un dégageement). Mais c'était le démarrage du programme, on pouvait se dire que tout n'était pas vraiment sur les rails, et puis 12 000 euros, ce n'était que 12 000 euros...

Pour 2002, la note est autrement plus salée : cumulés avec le dégageement de 2001, c'est 220 000 euros de crédits européens qui devaient quitter Millevaches pour d'autres Leader (la commission nationale qui réaffecte ces sommes issues des Leaders en retard devait se réunir fin juin). Ainsi, cet argent ira peut-être alimenter des programmes Leader qui ont respecté leurs engagements en Rhône Alpes ou ailleurs. Ces 220 000 euros qui s'envolent ont été durs à avaler pour nombre des membres du GAL. La prise en compte de paiements intervenus entre temps devait du reste permettre de faire baisser cette somme, et ramener ainsi la "facture" à environ 200 000 euros (11 955 euros pour 2001 et 189 010 euros pour 2002).

Le pire est-il à venir ?

Le problème c'est que, si rien ne change, les années à venir risquent de répéter la même histoire. Le rapport annuel de 2004 explique que depuis le début du programme seulement 391 500 euros ont été programmés sur les 1 488 000 euros de fonds européens prévus (soit 26,3% alors que le programme est écoulé aux deux tiers), dont seulement 146 000 ont fait l'objet d'un paiement ! Est-ce à dire que dans deux ans on apprendra que quelques centaines de milliers d'euros seront retournés vers Bruxelles ? Comme le dit en termes très feutrés le rapport : "la part de consommation de crédit FEOGA - c'est à dire des crédits européens - n'a pas été atteinte en 2004".

On est par ailleurs assez effaré de constater à la lecture du rapport d'exécution 2004 que nombre des actions envisagées sont au point mort faute de projets...

"Prospection de nouvelles activités" : pas de dossier programmé. "Soutien aux producteurs dans le but de la promotion collective des produits" : pas de dossier programmé. "Nouvelles technologies" : pas de dossier programmé. "Soutien à l'accueil par le logement" : pas de dossier programmé. "Nouveaux services et équipements en faveur des femmes" : pas de dossier programmé. La ligne de projets qui a le mieux fonctionné concerne l'aide à l'installation professionnelle et l'aide à la création du premier emploi qui ont consommé les deux tiers de leurs crédits et ont vu la mobilisation de ... 225 % des fonds privés programmés initialement sur cette action.

On découvre aussi qu'un projet de coopération avec d'autres territoires Leaders européens "n'a pu être formalisé, compte-tenu, notamment, du fait que le GAL a été privé d'un animateur pendant plusieurs mois". Et l'on est confondu de lire parmi les "chantiers" de l'année 2005 "la consolidation du dispositif d'animation du GAL par l'augmentation du temps d'animation" lorsque l'on sait

que le programme est resté sans animateur pendant un an et demi malgré la cinquantaine de candidatures reçues sur ce poste, et que le parc recherche encore un gestionnaire comptable pour gérer le programme...

On s'amuse également de découvrir qu'une évaluation "à mi-parcours" doit être entreprise courant 2005, un an avant la fin du programme qui, rappelons le, se termine en 2006.

Un avenir hypothéqué

Au Syndicat de Millevaches on ne peut pas dire qu'on n'était pas averti. Une réunion avait même été organisée à l'initiative de l'autorité de gestion du programme, le CNASEA, pour informer la direction du Syndicat des risques liés aux retards dans la mise en œuvre de Leader +. Les causes peuvent en être nombreuses : programme non adapté aux réalités locales et territoriales ; concurrence dans les priorités avec la mise en place du PNR ; absence pendant de longs mois d'un animateur spécifique sur Leader + ; déficit de communication et d'animation autour de Leader + ; incompétence de la direction du parc (refrain entendu et repris dans des cercles de plus en plus nombreux autour du parc, y compris d'élus directement impliqués dans le projet). On peut encore y ajouter des critères trop restrictifs dans l'attribution de certaines aides. Ainsi les créations d'emploi pouvaient être aidées sauf si elles émanaient d'associations ! Du coup plusieurs projets qui pouvaient être exemplaires en matière d'accueil sur le territoire se voyaient d'emblée exclus du fait de leur statut... Mesure sur laquelle on semble vouloir revenir après avoir compris que faute de projets dans les clous l'argent allait nous échapper.

Du côté du parc on a semble-t-il pris la mesure du risque et l'on met sur le dos de la tardive création du PNR il y a un an (mai 2004), les retards de Leader +. Mais le parc étant enfin créé on nous assure que de nouveaux dossiers - une trentaine actuellement - vont dans l'année et demi qui reste, rattraper les retards et même dépasser largement l'enveloppe actuelle. On espère même, sur ces promesses, réussir à récupérer une partie des fonds perdus de 2002. L'hypothèse paraît optimiste, même s'il serait souhaitable qu'elle se réalise.

Pour cela le programme est en cours de réécriture afin qu'il colle davantage aux réalités du terrain. Mais cette révision est aussi financière et prend en compte le dégageement de 200 000 euros opéré sur 2001 et 2002. Du coup dans la nouvelle version du programme, l'enveloppe européenne est passée de 1 488 000 euros à 1 200 000 euros (soit une réduction de 20%). Pour l'avenir tout cela n'est pas très bon. En effet, les futurs programmes que le territoire de Millevaches souhaiterait mettre en œuvre avec l'Europe, seront construits au vu des réalisations passées. Un Leader + qui aurait vu repartir la moitié ou même le quart de son enveloppe ne témoignerait pas en faveur du Millevaches. Et les crédits espérés seraient alignés sur ce que le territoire aura été capable de faire dans les années passées. C'est-à-dire, au rythme de 2002, 2003 et 2004, pas grand-chose.

Dans le dernier numéro d'IPNS, Robert Savy le disait : "Le travail des élus, c'est d'anticiper les problèmes. Ce n'est pas facile, mais c'est cela qu'on doit attendre, voire exiger, d'eux".

MICHEL LULEK

Illustration M. Bernard

PROJET TOURISTIQUE À VASSIVIÈRE ENTRE DIALOGUE ET AUTISME !

“Les humain-e-s doivent cesser de considérer la politique comme un domaine séparé et spécialisé...”

Cornélius Castoriadis (1922-1997)



Vassivière, un mot qui va avec lac et tourisme. En effet depuis sa création au début des années 50, le lac devait être un des phares du tourisme de la région du plateau des Millevaches. Le démarrage fut assez lent mais assez vite certains crurent avoir trouvé avec lui une prolifique poule aux œufs d'or. Or, au fil des années, ce fut plutôt la désillusion qui se trouva au rendez-vous avec des situations budgétaires qui ne firent qu'empirer. On chercha alors des responsables : un climat qui n'en faisait qu'à sa tête avec une nette tendance à devenir un peu trop humide au goût de nombre de touristes, une administration bien souvent désinvolte qui n'avait pas l'air de trop se soucier des comptes qu'elle aurait à rendre, des municipalités prises dans les arcanes d'un jeu politique qui parfois les dépassait, des commerçants qui n'étaient pas toujours au sommet de leurs compétences (d'ailleurs cela déclencha une vive polémique l'année dernière dans certaines communes) ... Mais n'aurait-on pas les coupables que l'on mérite ?

De solutions bancales en solutions trompe l'œil, les habitants de la région virent passer les années, mécontents puis indifférents et pour finir affligés par ce gâchis annoncé. Avant que cela ne devienne irréversible, il fallait sauver le tourisme local. Alors se prépara un énième "réaménagement touristique de Vassivière" par le Syndicat mixte interdépartemental et régional de Vassivière (Symiva). A l'occasion du changement des responsables, un certain espoir sembla renaître parmi les habitants et les associations qui s'intéressaient au problème et qui espéraient en avoir fini avec une certaine forme "d'autocratie" provinciale. Beaucoup avaient cru déceler les premiers signes, les premiers frémissements d'un retour aux sources d'une timide démocratie "directe". Vassivière allait-il être le premier exemple d'une "démocratie participative" si attendue et si courtisée (du moins en apparence) par les politiques-citoyens ? IPNS avait consacré dans son numéro 8 un dossier à cet épineux problème qu'est le tourisme à Vassivière et avait alors évoqué l'inquiétant projet d'aménagement touristique concocté par le "fameux" cabinet Détente, plus connu pour ses honoraires (il semblerait qu'ils se soient montés à 150 000 euros environ !) que pour, semble-t-il, d'après certains, sa compétence en matière de réflexions et de propositions sur le développement touristique ! Les vives réactions qu'engendrèrent la publication de ce dossier, incitèrent les organisateurs du Forum Social Limousin (FSL) à consacrer un atelier à l'avenir touristique de Vassivière en présence de membres du Symiva dont sa nouvelle présidente. Dans les propos que les élus du Symiva présents ont pu tenir lors de ce débat (octobre 2004), certains crurent déceler quelques velléités de "participatisme".

IPNS s'en fit l'écho dans son numéro 9 par l'intermédiaire d'un petit article dans lequel on pouvait lire : "les élus du Symiva présents ce jour là ont eu une oreille (plus) attentive. Ils ont indiqué que le projet Détente n'était qu'une proposition, que d'ores et déjà certaines de ses préconisations étaient écartées (...) et que rien n'était encore définitif. Renée Nicoux (présidente du Symiva) a également annoncé que cet automne des réunions auraient lieu (à l'échelle communale...) pour présenter le débat et l'enrichir des propositions de tous". Face à de tels propos, c'est vrai que l'espoir d'un dialogue entre responsables politiques et acteurs divers dont les simples habitants pouvait paraître tout ce qu'il y a de plus réaliste. D'ailleurs, certains rêvaient et voyaient déjà "le Symiva (prêt à) reprendre le dossier touristique de Vassivière à zéro pour définir avec tous les acteurs locaux, un vrai projet touristique porté par tous les habitants du territoire".

Le réveil dut être assez douloureux, tant pour ceux qui avaient caressé un vain espoir que pour les quelques habitants encore pétris d'illusions. L'arrivée dans les foyers de "La lettre de Vassivière" n°5 eut vite fait de remettre les pendules à l'heure ! "L'éditorial de la présidente" est édifiant. Derrière quelques affirmations gratuites ("être à l'écoute des habitants, [...] prendre le temps de la réflexion,..."), il est facile de pointer la philosophie "politique" qui ressort de cet éditorial. Le cabinet Détente, tant décrié (il est indiqué dans un doux euphémisme que l'étude Détente "n'a pas fait l'unanimité dans l'opinion"), est mis à l'honneur et contredisant en partie ce qui avait pu être annoncé lors du FSL d'octobre (voir ci-dessus), il est clair que cette étude reste "essentielle" et devrait fournir (a déjà fourni ! Voir un peu plus loin) les grandes lignes du projet prévu pour l'aménagement touristique de Vassivière et même, n'ayons pas peur des mots, s'inscrire dans une "logique de développement durable". On croit rêver ! De qui se moque-t-on ? La construction du fameux centre aqua-récréatif d'Auphelle, une de ces "pistes" qui a germé dans la bouillonnante imagination du cabinet Détente, est plus que d'actualité. Fortement contesté, ce projet apparaît comme une véritable aberration à de nombreuses personnes tant sur le plan économique que sur le plan touristique. C'est dans ce genre de choix que l'on voit que différentes conceptions du tourisme s'affrontent souvent entre les habitants, certains acteurs économiques et quelques politiques ou technocrates élitistes. Aujourd'hui ce n'est plus à proprement parler un projet car la réalisation de ce centre aqua-récréatif est déjà retenu dans le plan de développement du tourisme à Vassivière. Ce n'est pas tout, on apprend, de plus, que cela a été entériné "conformément aux décisions prises par le précédent comité syndical". Tout (ou le principal) avait été déjà décidé ! Où sont passés "l'enrichissement des propositions de tous, l'écoute des habitants, le temps de la réflexion,..."? Ne nous prendrait-on pas pour des gogos ? Et rien ne semble pouvoir arrêter notre entreprenante présidente dans sa démarche démocratique car elle continue d'affirmer qu'il faut "aller à la rencontre des habitants du territoire, de récolter leur avis,...".

Ce n'est pas la dernière réunion (le 17 juin 2005 à Peyrat le château) organisée par l'association "Le canton d'Eymoutiers Espace d'espoir" avec des membres du Symiva sur le thème : "Vassivière : quel avenir ?" qui nous encouragera à croire à toutes ces belles paroles. On a pu y constater que le projet était complètement verrouillé dans ses grandes lignes. Les seules possibilités d'interventions (mineures) restent à la marge. Et il est clair que les choix arrêtés le furent sur la base des conclusions du cabinet Détente malgré toutes les vives réactions qu'elles avaient déclenchées et des possibilités de discussions qui avaient été évoquées voire annoncées. On a pu aussi appréhender le poids des investisseurs privés dans ces choix : ils ont posé de véritables préalables (par exemple, un centre aqua-récréatif avant engagement de tout fonds. En faisant bref, des privés "dictent" en quelque sorte le type de réaménagement qu'ils souhaitent pour pouvoir rentabiliser le mieux possible leurs investissements, et les pouvoirs publics (Symiva) s'exécutent. Que feront-ils aux prochaines difficultés budgétaires ? Quelle belle leçon de démocratie ! Je ne ferai qu'évoquer l'idée de "comités de pilotage" qui a été proposée par la présidente du Symiva. Qu'y a-t-il à piloter ? Le ridicule ne tuerait-il plus ? Nous ne devons pas avoir, sans doute, la même approche de certains concepts politiques. Et que l'on ne vienne pas nous ressortir cet "insultant" populisme mis à toutes les sauces, ni nous faire des leçons de morale politique !

Un nombre conséquent d'habitants originaires de la région, de personnes "revenues au pays", de "néo-ruraux",... n'ont pas attendu la "bonne" parole du Symiva pour rendre vivante une région qui se mourrait peu à peu. Contrairement aux touristes, eux sont là toute l'année affrontant le froid, la neige, la pluie, la chaleur... et tout cela ne les a pas empêchés de construire des réseaux d'entraide, de créer des lieux conviviaux, d'initier de nombreuses soirées culturelles ou artistiques et encore beaucoup d'autres choses sans des budgets colossaux. Le projet touristique à Vassivière se fera sûrement sans eux, il faut espérer qu'il ne se fasse pas contre eux. Plus vraisemblablement cela se fera à côté. Dommage ! Mais dans un sens, ne vaut-il pas mieux que cela se passe ainsi, les acteurs sociaux formant deux mondes tellement différents ?

FRANCIS LAVEIX
(simple habitant de la commune de Royère-de-Vassivière)

LE PIÈGE

C'est un lecteur d'IPNS qui nous a envoyé un petit livre édité à Chamonix et consacré au tunnel du Mont Blanc. Quel intérêt pour nous qui habitons le plateau de Millevaches, qu'un ouvrage qui parle d'un fond de vallée à l'autre bout du pays ? Penser cela serait tomber dans le piège de croire que les problèmes auxquels sont confrontés d'autres territoires ne nous concernent pas. Le sujet de cet ouvrage dépasse en effet de loin la simple histoire locale. Et il est même revenu en force dans l'actualité nationale avec l'accident de deux poids lourds dans le tunnel de Fréjus le 4 juin dernier.

Il se trouve, pur hasard, que l'auteur, Jean Paul Trichet n'est pas sans liens avec le plateau : "Mon père est originaire de Vendée. Technicien en communication, il a installé de nombreux relais télé aussi bien en France qu'en Europe. C'est au cours d'une de ses missions, en Creuse, qu'il a rencontré sa future épouse. Ma mère possède ses racines sur le plateau de Millevaches en Limousin. J'ai vu le jour à Limoges". Jean Paul Trichet grandit donc en Limousin, mais la montagne limousine n'est pas à la hauteur (dans tous les sens du terme) de sa passion naissante pour la montagne. "Pas plus à Limoges qu'à Cieux ou Collonges les hivers daignaient offrir "ce manteau blanc" dont on parlait parfois sur les terres plus élevées de la montagne limousine. Mes études à Egletons, en lisière du plateau de Millevaches, ne parvinrent pas à combler ce manque que ma passion de la montagne avait exacerbé". A 20 ans, Jean Paul Trichet quitte donc le Limousin et va s'installer dans les Hautes Alpes d'abord, dans la vallée de Chamonix ensuite : "Ce fut le déclic. Je découvrais enfin les grands espaces, la pratique de la haute montagne et celle du ski. Chamonix était devenu mon ancrage, la satisfaction comblée d'un rêve de gosse".

Vingt ans plus tard, Jean Paul Trichet est toujours chamoniard et est même devenu une personnalité incontournable de la cité alpine. Habitant actif de son pays d'adoption, amoureux de ses paysages, il s'est vite aperçu que la "vallée blanche" devenait, année après année, un véritable couloir à poids lourds de plus en plus nombreux, qui polluent la vallée pour emprunter à 1400 mètres d'altitude les 11,6 km du plus profond tunnel routier du monde : le tunnel du Mont Blanc. Du coup il s'engage résolument au sein de l'ARSMB, l'association pour le respect du site du Mont Blanc, dont il assurera la présidence de 1997 à 2003. C'est cette histoire militante et associative qu'il raconte en détail dans son livre intitulé : "Le Piège".

Une catastrophe... pour rien.

Le piège bien sûr, c'est d'abord ce tunnel construit au début des années 60 et qui, très vite, n'est plus du tout adapté à l'intensité du trafic : 4000 à 5000 poids lourds par jour, un toutes les 10 à 15 secondes ! Et ce que les militants de l'ARSMB craignaient depuis longtemps se réalise le 24 mars 1999 : l'accident dramatique de ce camion belge qui transportait de la farine et de la margarine, l'incendie non maîtrisable qui dure trois jours, 39 morts et des dégâts considérables. Le piège a terriblement fonctionné.

Mais le piège c'est aussi la logique marchande et économique qui va très vite reprendre ses droits après la catastrophe. Car si l'ARSMB se mobilise plus que jamais pour obtenir la fin de la circulation des camions dans la vallée, rien n'empêchera le tunnel de ré-ouvrir aux poids lourds, d'abord pour une circulation alternée, puis dans les deux sens à partir du 3 mars 2003. Pourtant, "le tunnel du Mont Blanc n'est pas conforme aux nouvelles réglementations françaises, rédigées

en août 2000, après la catastrophe du 24 mars 1999, qui stipulent qu'un ouvrage de plus de 1000 mètres doit posséder une galerie indépendante de sécurité et faire au moins 9,50m de large. La chaussée du boyau du Mont Blanc mesure sept mètres, soit la largeur d'une cage de but de football, ou un peu moins que le fuselage du nouvel Airbus A380. Quant à cette galerie d'accès indépendante, elle est absente (...) Paradoxe : la nouvelle réglementation française d'août 2000, conséquence du drame du Mont Blanc, s'applique à tous les ouvrages français sauf... à celui du Mont Blanc".

Défaite du politique

La lecture de ce petit ouvrage est extrêmement instructive. Pas seulement sur les manœuvres autour du tunnel du Mont Blanc (le black out de l'information le premier jour de la catastrophe, la disparition des



disques d'enregistrement du trafic de ce même jour, les pressions du préfet sur l'ARSMB et sur le maire de Chamonix qui s'est mis en tête d'organiser un référendum sur la question). En fait, "Le Piège" nous en apprend autant sur l'état de la démocratie française et sur le poids énorme des lobbies industriels ou financiers (en l'occurrence ici, celui de la route). Après l'accident du tunnel, Jacques Chirac se déplace et tient un discours volontariste comme il sait si bien le faire pour défendre le feroutage et critiquer le tout routier... Discours qu'il oublie aussi vite - comme il sait là encore si bien le faire. Mais le ministre des transports de l'époque ? Jean Claude Gayssot, communiste et ancien cheminot, pourquoi n'a-t-il rien opposé au retour du fret routier dans le tunnel ? Et Dominique Voynet, alors ministre verte de l'environnement, pourquoi, là encore, n'a-t-elle rien entrepris ? Passivité ? Inertie ? Impuissance ?

Devant cette défaite du politique, la leçon du "Piège" est qu'on ne peut compter que sur soi-même et que seule une minorité active mais déterminée peut aller à contre courant de "choix" de politique générale désastreux mais puissamment soutenus. Bataille perdue malgré une mobilisation populaire exceptionnelle : une pétition qui rassemble 300 000 signatures, un référendum local qui refuse à 97% le retour des camions dans la vallée...

Ce qui montre bien la taille des enjeux auxquels s'est mesurée l'ARSMB. Encore combien de catastrophes pour remettre en cause le tout routier ? Et quelles actions pour réussir un changement de politique ? Nos petits panneaux "non aux OGM" en entrée de communes, nos pétitions, nos canards, nos manifestations... ont-ils quelque chance de faire changer les

choses ? Jean Paul Trichet nous invite certes à persévérer (et sans conteste, il le faut), mais son histoire nous dit aussi que les enjeux sont si grands qu'il n'est rien de moins sûr que de parvenir à ses fins.

La route avant tout

La critique du tout routier s'accompagne d'une défense et illustration du feroutage que nos voisins suisses ou autrichiens ont très largement entrepris. Déjà dans les années 80 le trafic routier transalpin passait de 46% à 38% en Autriche, alors qu'en France il grimpait de 45% à 51%...

Et ici, la problématique est-elle très différente ? Les initiatives de la SNCF en matière de transport des bois montrent malheureusement que la solution routière n'a pas à craindre la concurrence du rail. En effet ce n'est pas moins qu'une augmentation de 60% de ses tarifs que la société nationale a pratiqué en un an, de septembre 2003 à novembre 2004. Et "sans concertation avec ses clients" comme le souligne Bernard Tissandier, le président des scieurs et exploitants forestiers de la Creuse. Une hausse que ne conteste pas la SNCF qui a décidé que désormais chacune de ses branches devait devenir rentable. Comme le dit joliment René Lavie, le responsable du fret régional, il s'agit de "nous responsabiliser sur des comptes d'exploitation". Concrètement on n'y est pas allé de main morte : les 42 personnes du service fret de Limoges ne sont plus que 5 et l'essentiel de la gestion commerciale et technique s'est concentré sur Toulouse ou Tours ; sur les 18 gares bois limousines on en a fermé 14 (seules demeurent Bourgneuf, Felletin, Bugeat-Viam et Limoges) ; et bien sûr on a augmenté les tarifs de façon à ne plus faire une seule prestation à perte, puisque la mutualisation entre les services (fret / voyageurs / etc.) a été remise en cause. Conséquence ? Les 150 000 tonnes de bois limousin transportées en 2002 ou 2003 par la SNCF seront divisées par trois en 2005. Cela veut dire un peu plus de camions sur nos routes. D'ores et déjà les deux trains hebdomadaires qui alimentaient l'usine papetière de Saillat ont été remplacés par des camions : quelques 3000 poids lourds de plus chaque année sur l'axe Plateau-Limoges-Saillat. L'entreprise Marty qui faisait venir 40% de ses bois en train depuis Bourgneuf, affrète désormais des semi-remorques. Au total, si l'on considère qu'environ 100 000 tonnes de bois ne transitent plus par le rail, c'est plusieurs milliers de camions supplémentaires qu'on croisera sur les routes limousines.

A la SNCF même, on ne croit plus au fret bois intra-régional ! On sait que les critères de rentabilité ne peuvent être obtenus que sur des transports massifs à longue distance (la distance minimale rentable est au-dessus de 400-500 kms). Pas étonnant dans cette configuration que la dernière gare construite en Limousin, la gare bois de Viam ait fait un flop monumental. En 2004 seulement 2500 tonnes de bois en sont parties : cela fait cinq trains dans l'année. Pour 2,3 millions d'euros investis en 2000-2001 dans l'aventure, cela fait cher la tonne transportée... Bref, la route a encore de beaux jours devant elle. Pour ses riverains, c'est une autre histoire. Le "Piège" du Mont Blanc en la matière n'est que l'exemple paroxystique d'un phénomène global auquel nous n'échappons malheureusement pas.

MICHEL LULEK

Jean Paul Trichet (avec Daniel Taboury) : *Tunnel du Mont Blanc : Le Piège*. Editions Guérin, 2005, Chamonix. 13 euros.

La TNT

(Télévision Numérique Terrestre)

Elle n'est pas pour tout le monde !



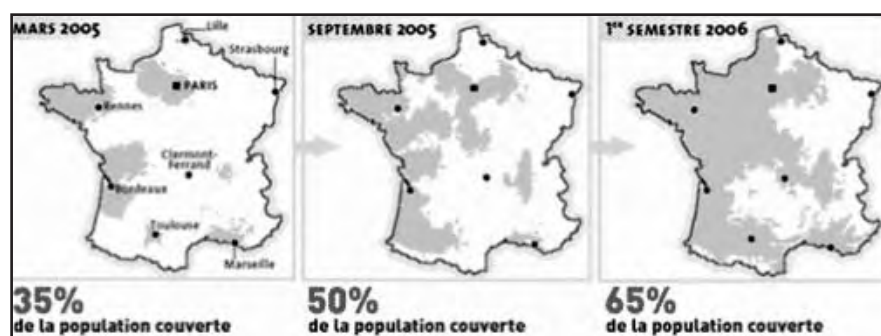
Demain, pour quels usages et quels contenus ?

Fin mars, un nouveau service de télévision a été ouvert en grande pompe, notamment sur la région parisienne, la Bretagne, le Poitou-Charentes ou encore le secteur de Bordeaux. La télévision numérique terrestre est un dispositif technique innovant qui permet de diffuser en qualité numérique des programmes de télévision, et ceci en s'appuyant sur les infrastructures hertziennes existantes. A titre de comparaison, elle est utilisée en Grande-Bretagne depuis plusieurs années.

A nouveau, on constate que cette nouvelle technologie n'est pas encore accessible dans des régions comme les nôtres, et encore moins sur le plateau de Millevaches ! Au-delà de la couverture technique, la question du contenu se pose également. Quelle place pour une nouvelle télévision ? Quelle place pour les télévisions citoyennes de nos territoires ?

Repères techniques

Chaque foyer situé dans la zone de couverture et disposant d'une antenne traditionnelle, dite "râteau", doit s'équiper d'un adaptateur lui permettant ainsi de recevoir gratuitement les 14 chaînes aujourd'hui disponibles. Un adaptateur coûte environ 100 euros - des modèles équipés de plus d'options sont également proposés. Les programmes sont reçus en qualité numérique (comme un DVD), et en quantité plus importante du fait de la compression des données, sans perte de qualité. Là où l'analogique permet de diffuser une chaîne, le numérique accueille 8 canaux. Autant dire que des opportunités nouvelles en terme de contenu ou de services interactifs s'ouvrent au grand public, sans abonnement mensuel. Le planning disponible à ce jour prévoit une couverture quasi-totale du territoire courant 2007. Pour l'instant, on constate que les cartes prévisionnelles laissent peu de place au Plateau de Millevaches...



Choix du contenu

C'est le CSA (Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) qui a attribué les canaux aux différents candidats, après auditions des projets. Des chaînes sont diffusées gratuitement - 14 à ce jour. A partir de septembre 2005, d'autres seront proposées sur abonnement ou gratuitement. On peut s'étonner que les attributions ne prévoient pas de place pour les chaînes locales, qui ont pourtant déposées leur candidature de façon collective. La pluralité des contenus était pourtant un des critères émis par le CSA dès l'origine. La mise en pratique semble plus difficile... En effet, on retrouve sur la TNT les mêmes programmes que sur d'autres supports de diffusions (satellite, câble...), alors que la TNT pourrait permettre la diffusion de nouveaux contenus, et ainsi l'émergence d'une nouvelle forme de télévision. Le rendez-vous de la diversité semble à nouveau manqué !

En Limousin...

On peut citer les réactions des habitants de Chambon sur Voueize qui ont très justement rappelés en mars dernier que la couverture actuelle ne leur permet même pas de bénéficier de toutes les chaînes nationales : alors comment croire à l'arrivée de la TNT ? Le cas des programmes financés par la redevance (France 5 par exemple), mais non reçus par de nombreux foyers est bien connu dans nos zones rurales. On

a vraiment le sentiment que l'arrivée de la TNT ne fait que creuser le fossé entre ceux qui ont droit à ces contenus audiovisuels - sans parler de la qualité de ceux-ci ! -, et ceux qui n'y auront définitivement pas accès. Pourquoi ne pas avoir fait le choix politique de lancer la TNT sur les territoires les moins bien couverts ? Cela aurait marqué une réelle volonté de rendre accessible à tous les citoyens ces nouveaux médias (et déjà ceux auxquels ils devraient avoir droit depuis longtemps).

Autre situation plus cocasse, en Haute-Vienne, où les habitants les plus proches du Poitou-Charentes peuvent déjà disposer de la TNT, mais avec l'inconvénient de ne plus disposer du programme régional de France 3 Limousin, mais de celui de Poitiers. Autant dire que la technique a aussi ses limites ! Le CSA aurait répondu aux interrogations des officiels en expliquant que la région n'avait pas un potentiel de population suffisant pour justifier un tel investissement (source *La Montagne* du 6 mai 2005). Au moins, c'est clair ! Ce cas pourrait se reproduire avec le développement de la TNT, créant de légitimes interrogations sur l'accès à certains programmes régionaux.

Sur le Plateau

Paradoxalement, on peut s'interroger sur l'intérêt de la TNT pour notre territoire. En effet, le développement de la télévision sur ADSL est une réalité en France, et prochainement en Limousin avec l'implantation de réseaux très haut débit (voir l'article sur le haut débit dans le numéro 10 d'IPNS). La démarche portée par le syndicat mixte DORSAL a justement pour objectif de rendre plus facile l'accès à l'internet, donc à ces nouveaux contenus. Le haut débit, donc la télévision sur internet en haute qualité, permettra cet accès, et très certainement avant même que la TNT soit disponible chez nous ! Tout en bénéficiant d'un accès à internet en haut débit, le même équipement offrira un accès aux chaînes de télévision comme cela est déjà le cas dans les grandes villes. Cela illustre bien que ce sont les initiatives locales, et l'imagination de solutions adaptées au territoire et à ses acteurs, qui permettent de répondre aux vraies attentes. Reste à savoir si c'est normal ! A titre d'exemple, ces technologies pourraient permettre une diffusion plus simple de contenus locaux, tels que Télé Millevaches et son Magazine du Plateau.

Evolutions de la télévision

Plus globalement, il faut bien cerner que la télévision et son mode de "consommation" évoluent, et ce sera encore plus le cas dans les années qui viennent. Les contenus, les terminaux de consultation, les usages et les modes de diffusion vont se superposer. On utilisera un téléphone mobile pour regarder un extrait du journal télévisé, tout en accédant sur un ordinateur connecté en ADSL pour visionner une émission plus longue, et la télévision plus traditionnelle pour un film. Il faut bien comprendre que les technologies permettent ces nouveaux usages. A chacun d'en faire l'utilisation qui lui convient, en fonction des moyens techniques à sa disposition.

La technologie est utile, encore faut-il qu'on l'utilise à bon escient. La TNT est/était une opportunité pour diversifier l'offre, et pour offrir un accès de qualité aux contenus audiovisuels, notamment ceux du service public. C'est donc cette fracture entre les territoires que la TNT révèle à nouveau. On fait toujours le même constat : tout le monde n'est pas servi de la même façon !

DAVID DAROUSSIN
St Quentin la Chabanne

Liens sur ce sujet
www.tnt-gratuite.fr

Des coopérateurs en apprentissage

La petite histoire

A l'occasion de rencontres avec des porteurs de projets, de journées d'échanges (notamment aux rencontres du pôle d'accueil, d'action et de formation), la question du statut est très souvent évoquée quand on est en démarche de création et d'installation surtout pour les pluriactifs.

En novembre 2002, trois personnes du réseau d'acteurs de la montagne limousine participent à un colloque sur les Coopératives d'emploi et d'activités organisé par COOPEA (réseau de Comparatives d'emploi et d'activité) et l'Union Régionale des Sociétés coopératives de production (SCOP) de Rhône-Alpes. Elles en font une restitution à la Forêt Belleville devant 30 personnes. Beaucoup de gens semblaient intéressés, découvrant une structure pouvant correspondre à leur problème de statut, leur envie de se lancer doucement et de pouvoir travailler avec d'autres.

Cette possibilité a continué à faire sa place dans les têtes, à interroger les uns et les autres. En mars 2004, un groupe de porteurs de projets dans l'artisanat sollicite le Réseau pour approfondir cette éventualité. Le groupe rencontre alors Xavier Lucien (formateur dans une association d'aide à la création d'activité : D'ASA), qui est en phase de création d'une Coopérative en Haute Loire. Au terme de la rencontre tous sont convaincus qu'une Coopérative pouvait répondre aux besoins et envies des différents porteurs de projets. Mais le frein principal demeure la lenteur et la difficulté de la mise en place d'une telle structure. En effet, les personnes ont déjà leur propre projet à mettre en place et ne peuvent pas porter seules la création d'une coopérative.

Le 27 novembre 2004, le réseau d'acteurs décide de faire intervenir Béatrice Poncin et Alain Oriot de la COOP OXALIS en Savoie. Ils nous ont fait bénéficier d'informations concrètes à partir de leur expérience de plus de dix ans. Le succès de cette journée a relancé une dynamique sur le sujet. Une cinquantaine de personnes étaient présentes, ce qui témoigne du réel intérêt pour de nouvelles formes de création d'emploi sur le territoire. Elle a renforcé l'envie de création d'une telle structure sur le plateau parce qu'elle correspond aux besoins des créateurs (collectif, pluriactivité, statut, test,...). A la fin de la rencontre, une vingtaine de personnes se proposent de poursuivre la

démarche afin de créer une Coopérative d'emploi et d'activité sur le Plateau de Millevaches !

Un groupe "coop d'emploi"

Depuis la rencontre de novembre 2004 ce petit groupe s'est retrouvé une fois par mois. Il est composé de porteurs de projets (majorité du groupe) essentiellement sur l'artisanat (mais pas seule-



Fernand Léger "les constructeurs"

ment). S'y retrouvent aussi des représentants associatifs du Réseau d'acteurs et des individus. Tous sont intéressés par la coopérative parce qu'ils ont besoin d'un statut qui corresponde vraiment à leur activité, mais aussi parce qu'il leur semble important qu'ils y ait ce genre de structure sur le territoire si nous voulons qu'il accueille des projets et qu'il reste vivant. C'est aussi pour la plupart une envie de réfléchir sur leur relation au travail et imaginer une autre façon d'entreprendre.

Ce n'est pas si évident de faire partie d'un projet qui nous engage vraiment avec des gens qu'on ne connaît pas ! Alors il faut apprendre à se connaître. A l'occasion de nos rencontres mensuelles de

week-ends nous avons pris le temps d'écouter les projets des uns et des autres. Ce sont des moments super agréables où l'on se laisse bercer par les passions des autres. Ce sont aussi des temps d'apprentissage car chaque activité a ses secrets, son vocabulaire, son histoire. Nous découvrons des métiers. Ce sont aussi des moments d'accompagnement pour la personne et son projet car les questions, remarques, conseils du groupe provoquent forcément du changement.

Création de l'association CESAM

Ce petit groupe réfléchi aussi à la mise en place de la structure. Il s'avère que certains sont pressés pour adopter ce statut d'entrepreneur salarié. Mais créer une structure demande du temps. En suivant nos réflexions Béatrice Poncin, nous propose son partenariat en créant une antenne d'Oxalis sur le plateau. Cette idée nous satisfait vraiment, car elle permet d'envisager les choses par étapes. Oxalis nous donne un cadre pour démarrer doucement, prendre le temps de se former à l'animation de la vie coopérative, et de créer une structure indépendante lorsque nous serons prêts. Le parrainage d'Oxalis est vraiment très précieux pour ce projet.

Le collectif a décidé en mai 2005 de créer une association CESAM :

- pour permettre la mise en place d'une Coopérative d'emploi et d'activité sur la montagne limousine.
- pour stimuler et accompagner la création d'activité.
- pour favoriser la mutualisation des moyens nécessaires à ces créations.

Cette association va donc être le support de l'antenne d'Oxalis. Toute la gestion comptable se fera par Oxalis, et CESAM animera la vie coopérative sur le Plateau. La mise en route de l'antenne est prévue pour septembre 2005.

Une journée d'information collective sur le projet a été organisée le 23 juin 2005 au Villard dans le but de présenter la démarche du collectif porteur de l'initiative et de rencontrer de nouvelles personnes ayant envie de participer à ce projet.

CLAIRE MOREAU
animatrice de Vasijeunes

Qu'est-ce qu'une Coopérative d'Emploi et d'Activité ?

" Les coopératives d'emploi et d'activité sont des entreprises relevant du statut "coopérative de production". Elles constituent un cadre économique, juridique et social permettant l'exercice volontaire d'activités diverses en commun, dans l'objectif de les pérenniser et de permettre aux personnes qui les exercent d'accéder essentiellement à un statut de salarié entrepreneur associé de la coopérative." (Extrait de la charte du Réseau COPEA)

L'insertion économique est l'une des facettes de la coopérative sous le vocable "Coopérative d'Activité"

La coopérative fournit un environnement, un accompagnement et un statut à des personnes susceptibles de créer leur propre activité économique, pour définir et tester leur projet. Elle accueille et accompagne les candidats à la création d'activité dès la première ébauche de leur projet. Ils disposent pour cela, dès leur intégration, des conseils nécessaires ainsi que d'un soutien logistique minimum au démarrage.

La coopérative leur permet :

- de définir leur projet (produits, clients, commercialisation, réglementation et organisation).
- d'effectuer les premières démarches commerciales (réalisation de plaquettes, démarchage...) et donc de vérifier l'accueil par le marché.
- de réaliser les premiers contrats obtenus.

N'ayant pas à franchir le pas de la création d'entreprise, le porteur de projet peut ainsi, à moindre risques, tester son projet en se confrontant au marché dans des conditions réelles de concurrence et d'exercice de son

activité.

L'inscription dans la durée est l'autre des facettes de la Coopérative sous le vocable "Coopérative d'Emploi"

La coopérative est une structure juridique, sociale, et commerciale, permettant l'intégration d'activités économiques en donnant aux créateurs un cadre salarial et logistique.

Elle propose une solution collective et une alternative à la création d'entreprise, en accompagnant les porteurs de projets dans leur démarche et leur parcours, et en leur permettant de s'affranchir des contraintes administratives et logistiques qu'ils ont souvent de la peine à appréhender.

Le porteur de projet, "entrepreneur salarié"

- évite les risques et minimise les coûts de la création d'entreprise.
- est déchargé des contraintes administratives.
- dispose des conseils des responsables de la coopérative.
- dispose d'une structure logistique adaptée à ses besoins.
- a la possibilité de mutualiser des moyens matériels, des expériences, des marchés.
- bénéficie des avantages liés au statut de salarié (protection sociale, retraite, renouvellement des droits, ASSEDIC...).

L'entrepreneur-salarié devient associé de la coopérative, dans le cadre des statuts des sociétés coopératives de production.

Source : Béatrice Poncin : *Salariés sans patrons*. Editions du Croquant

Le plateau de Millevaches peut raisonnablement s'enorgueillir d'être en matière d'énergies renouvelables un territoire exemplaire. Barrages et usines hydroélectriques, unité de cogénération de Felletin et depuis peu éoliennes de Peyrelevade, témoignent que l'eau, le bois et le vent - dont le plateau dispose en abondance et de manière quasi infinie s'il sait en prendre soin - peuvent être des sources d'énergies "propres" et "durables" - pour reprendre les mots à la mode que dévoient sans état d'âme et pour leur propre compte l'industrie nucléaire et, peu ou prou, tous les plus grands pollueurs de la planète. Ici, nous avons la chance de pouvoir utiliser ces mots sans tricherie. Nous vous proposons dans ce numéro et dans le prochain un tour d'horizon de ces énergies que nous espérons être celles de demain.

Electrons libres

Du tableau noir à la turbine

Après ses études à l'Ecole Centrale, Gérard Coutier est devenu professeur de mathématiques. Il l'est resté 19 ans. Ce ne sont pas les équations ou les axiomes (et encore moins les élèves) qui le lassèrent du métier, mais il se sentait un peu à l'étroit dans les cadres rigides de l'Education Nationale. Il décide donc de s'échapper du "mammouth" et avec sa femme Geneviève, de rechercher une centrale hydroélectrique pour devenir producteur d'électricité. Une profession que le public ignore en grande partie, croyant que seule EDF assure la fabrication de l'énergie électrique. Il existe pourtant en France environ 1500 centrales hydrauliques privées. En Limousin il y en a 80 environ. Parmi elles, la centrale du Theillet à Saint Martin Château que Geneviève et Gérard Coutier ont achetée en 1992. L'usine était en piteux état. Construite en 1968, passée entre les mains de deux propriétaires, elle ne fonctionnait plus lorsque le couple la reprend. Gérard qui n'a pas oublié ses leçons de Centrale reconçoit tout, achète une turbine d'occasion, la réinstalle, mobilise les compétences d'un maçon de Royère, d'un électricien et d'un chaudronnier de Limoges, bref reconstruit la centrale qui depuis, marche sans problèmes et sans à-coups. Une prise d'eau capte une partie du débit de la rivière 26 mètres au dessus de la centrale. L'eau suit une conduite forcée d'environ 600 mètres de long. C'est ce qu'on appelle une "moyenne chute" (en opposition aux "basses chutes" généralement installées directement sur la rivière, ou aux "hautes chutes" : il en existe une en Limousin, à Saint Augustin en Corrèze, qui fait plus de 80m de hauteur de chute). D'une puissance de 240 Kw l'usine hydroélectrique des Coutier est dans la moyenne des entreprises de ce genre. C'est l'une des trois centrales privées que compte la commune de St Martin. Pour respecter un débit minimum à la rivière sur laquelle elle est implantée (ce qu'on appelle le "débit réservé", pourcentage du débit moyen de la rivière, obligatoirement laissé pour permettre la vie piscicole) un système de régulation asservit la turbine, et l'été, la centrale est arrêtée dès que le débit réservé ne peut être assuré, ceci pendant environ un mois et demi. Chez lui, dans la Drôme, où il réside le plus souvent, le couple a aussi une petite centrale, beaucoup plus modeste (10 à 11 Kw) pour assurer le chauffage de sa maison.

Quand EDF se désengage

Aujourd'hui, comme la plupart des petits producteurs d'électricité, les Coutier sont inquiets. Depuis sa nationalisation en 1946, EDF avait en effet une obligation d'achat envers les producteurs privés, puisque c'est l'entreprise nationale qui disposait du monopole de la vente de l'électricité en France. Or la loi relative au statut d'EDF présentée au parlement en août 2004 lève cette obli-

d'achat que pour les puissances supérieures à 20 Mw ! L'ancien plafond se retrouverait ainsi en dessous du nouveau plancher. Geneviève Coutier ironise : "Seules les grosses sociétés pourront bénéficier de l'obligation d'achat. C'est bien connu, les gros ont toujours intérêt à grignoter les petits...".

Au sein d'EAF (Electricité Autonome de France), le plus gros des syndicats de producteurs d'électricité

qui regroupe 800 membres et dont font partie les Coutier, on ne décolère pas. L'article 33 de la loi sur EDF a été votée en plein mois d'août, au dernier moment, et sans aucune concertation avec la profession concernée. EAF et les deux autres syndicats nationaux se mobilisent donc pour tenter de faire réévaluer à la baisse le seuil de 20 Mw. Un seuil qui rendrait nul l'intérêt économique d'un projet comme celui des éoliennes de Peyrelevade d'une puissance annuelle de 9 Mw...

Facile aux yeux de Geneviève Coutier de deviner derrière ces mesures la pression du lobby nucléaire, "vous savez, l'énergie qui ne produit pas de CO2".

Les énergies renouvelables : un hochet

Pourtant, la France a souscrit à la Directive européenne sur les énergies renouvelables qui fait de celles-ci, en matière énergétique, la priorité (voir encadré page ci-contre). "Il y a un discours où l'on ne parle que de développement durable et d'énergies renouvelables et puis il y a la réalité qui est toute autre" tempête Geneviève Coutier qui conclut

que pour l'Etat, les énergies renouvelables ne sont qu'un hochet pour amuser la galerie. "A titre d'exemple, poursuit-elle, j'ai traversé récemment l'Allemagne. Sur le trajet Bregenz, Nuremberg, Berlin, Francfort sur Oder, j'ai compté depuis l'autoroute 289 éoliennes d'une puissance approximative de 800 Kw... Alors ? Vérité au-delà du Rhin, erreur en deçà ?".

MICHEL LULEK

Pour plus de renseignements :
Electricité Autonome de France, La Boursidière, BP 48
92357 Le Plessis Robinson.
Tel : 01 46 30 28 28.

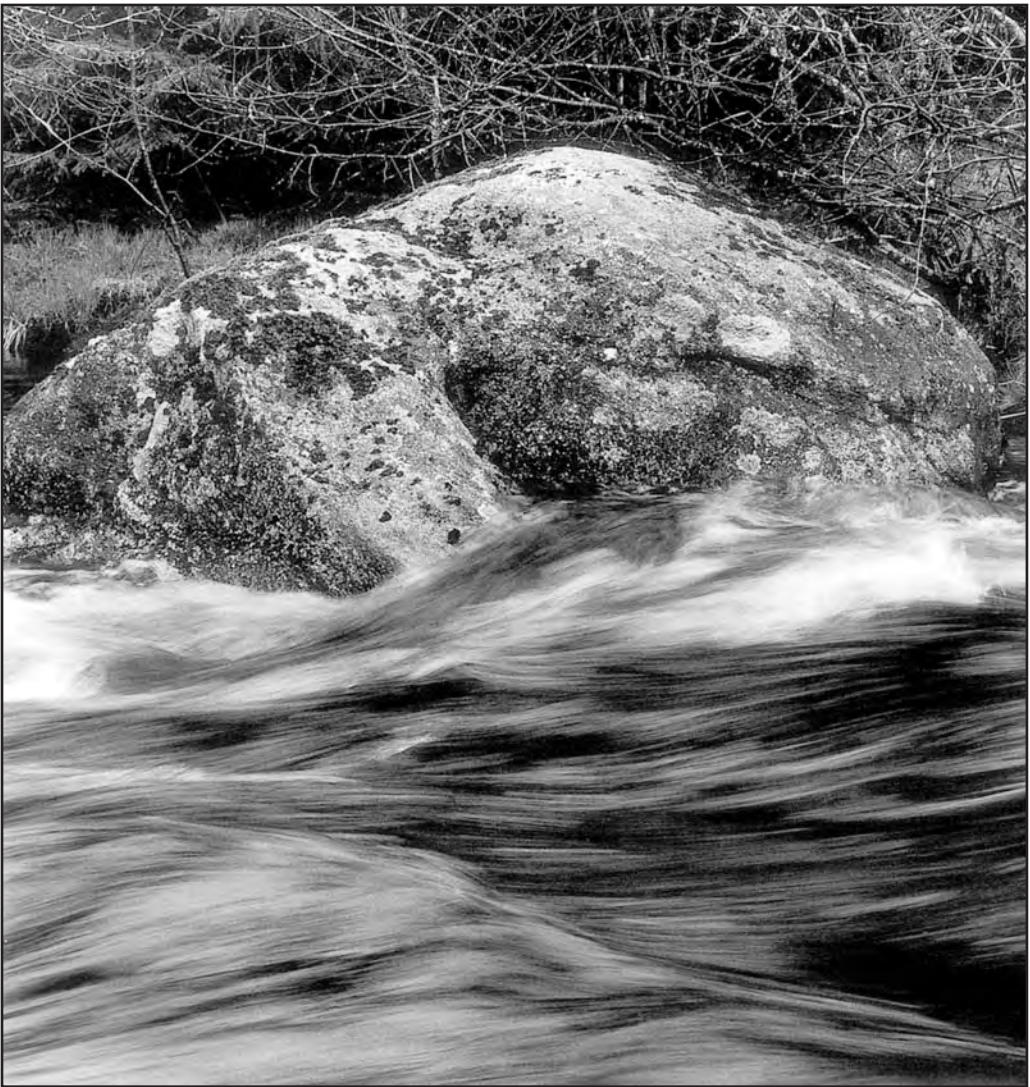


Photo : Patrick Fabre

gation d'achat. Geneviève Coutier explique : "La loi ne prévoit pas le renouvellement de nos contrats, lesquels arrivent à échéance en 2012. L'abrogation de cette obligation d'achat, sous prétexte de Bruxelles, nous place dans une situation difficile : que vaudront nos entreprises, comment trouverons-nous des clients, et à quel prix ? Imaginons un éleveur, un artisan qui, ayant investi dans des équipements coûteux, se verraient, par une décision législative, privés de clients, sauf à des tarifs très bas...". Par ailleurs, la loi d'orientation sur l'énergie changerait radicalement les seuils jusqu'alors pratiqués pour l'achat de l'électricité pour l'éolien. EDF était jusqu'à maintenant obligée d'acheter l'électricité aux unités ayant une puissance inférieure à 12 Mw. Désormais la loi ne maintiendrait l'obligation



Rémy Gerbaud

Au cœur du Parc Naturel Régional de Millevaches en Limousin, les premiers géants d'acier de la région ont fait leur apparition. A Peyrelevade, depuis novembre 2004 où le chantier se finalisait, se sont quelques cinq cents curieux qui, chaque week-end, montent au village de Neuvalle admirer ces six belles du vent. Du haut de leurs 65 mètres elles apportent une note pittoresque dans ce paysage caractéristique de la Mijole.

A partir de ce succès dont tout le monde parle, une association "Energies pour demain" s'est créée. Elle a pour but de promouvoir et développer les énergies renouvelables sur le plateau de Millevaches. Pour l'animation de ce projet, Rémy Gerbaud un jeune chômeur de Faux-la-Montagne a fait valoir ses compétences techniques dans ce domaine. Il a ainsi créé son emploi. Pendant deux mois, il a collecté, travaillé, vulgarisé une masse d'informations. Et aujourd'hui l'association propose une découverte touristique et pédagogique du site.

Ce projet a été bien accueilli par des partenaires tels que les offices de tourisme, les élus de la Région et de la Communauté de communes ... il a reçu l'appui de l'Agence pour l'Environnement et la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Le point de rendez-vous des visites sur le site est matérialisé par une cabane en bois. Les curieux y trouvent toutes sortes de renseignements pratiques, de brochures explicatives sur les différentes sources d'énergie (géothermie, panneaux solaires, biomasse ..). L'animation s'appuie sur des panneaux pédagogiques illustrant les propos de l'animateur. On y aborde entre autres les différentes étapes de la construction du site, l'impact paysager au cours des différentes saisons, la quantité d'énergie produite, le seuil de rentabilité, etc. Elle est complétée par des exercices pratiques comme la mesure de la nuisance sonore ou de la vitesse du vent.

La première animation s'est déroulée le samedi 4 juin dans le cadre de la semaine du développement durable. Elle a réuni cent-cinquante personnes, parmi lesquelles trente-cinq élus de Haute-Vienne. Après ce premier succès encourageant, d'autres animations sont programmées pour cet été : les après midi des samedis et dimanches à partir du 1er juillet, et tous les jours du 15 juillet au 15 août. D'ores et déjà, les demandes affluent de la part d'associations locales, de groupes d'élus souhaitant mettre en place de tels projets, de structures scolaires, de groupes de retraités.

Unique en son genre cette prestation semble répondre à une curiosité alimentée par les préjugés et autres idées reçues sur les éoliennes, leur impact environnemental et paysager, leur capacité de production, etc. Elle s'inscrit dans la vogue actuelle pour le tourisme dit industriel, celui-là même qui voit défiler des milliers de curieux sur le via-

Des éoliennes dans le paysage limousin

ACTUALITE

duc de Millau par exemple.

Mais la vocation de l'association est bien de sensibiliser tous les publics à l'intérêt et au développement des énergies propres et renouvelables, d'en expliciter les différentes illustrations, afin de faire prendre conscience à tout un chacun de sa responsabilité face à sa consommation d'électricité.

Le contexte européen de politique actuelle de développement des énergies renouvelables encourage ce genre d'initiatives. D'ici 2010, la France doit multiplier son quota de production d'électricité par énergies renouvelables par deux pour atteindre les 21 % de sa production totale. Cette politique devrait être créatrice d'emplois, comme ce fut le cas en Allemagne qui compte environ quarante fois plus d'éoliennes qu'en France et où 45 000 emplois ont été créés dans le secteur de l'éolien. La France plafonne péniblement à 405 mégawatts de puissance installée, alors que l'Allemagne s'enorgueillit d'en produire 16 209 fin 2004.

A un niveau plus local, cette animation et les objectifs de l'association concordent avec la volonté de valoriser et promouvoir les énergies renouvelables auprès du grand public. Politique illustrée par le projet de construction d'une maison des énergies renouvelables. Au delà du caractère innovant de ces installations, c'est aussi une heureuse opportunité pour nous interroger sur notre consommation énergétique.

Gageons que nous n'avons pas fini d'entendre parler de ces énergies propres et accessibles à tous, pour repenser notre consommation d'énergie et déjà nous orienter vers plus de sobriété. Espérons aussi que nous pourrions dans quelques années renommer à Peyrelevade notre fournisseur d'électricité : "Eoliennes de France (EDF)".

ENERGIES POUR DEMAIN
PRÉSIDENT : PIERRE COUTAUD, MAIRE DE PEYRELEVADÉ
CONTACT : RÉMY GERBAUD AU 06 68 90 30 58
OU PAR COURRIEL : remigerbaud@yahoo.fr



Philippe Eychène

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES, L'EUROPE ET LA FRANCE

Lorsqu'on compare la politique énergétique menée en France à celle que préconise l'Union Européenne, on peut se demander comment la France va s'insérer dans l'Europe vis-à-vis des énergies renouvelables. Pour cela comparons la Directive Européenne et la loi d'orientation française.

Les énergies renouvelables en Europe :

- 1ère priorité européenne
- En 2010 : 12% de la consommation
- Promotion de l'accroissement du pourcentage d'énergies renouvelables
- Série de mesures de soutien : aide publique, prix intégrant les coûts sociaux et les coûts externes, aide à l'investissement, soutien des prix, obligation d'achat ou appel d'offres, certificats verts, garantie d'origine renouvelable délivrée par des organismes indépendants
- Réduction des obstacles réglementaires, rationalisation des procédures administratives
- Nomination d'un médiateur
- Faculté de priorité d'accès au réseau, de priorité de distribution

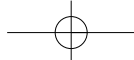
Les énergies renouvelables en France :

- 2ème priorité après le nucléaire
- En 2010, 10% de la consommation
- Refus de mesures en faveur de la consommation d'énergies renouvelables
- Obligation d'achat, une seule fois, sans intégrer les coûts d'investissement, les coûts d'exploitation, les coûts sociaux et externes.
- Puissance éolienne minimale : 20 Mw
- Multiples obstacles pour l'éolien
- Aucun médiateur
- Aucune priorité d'accès au réseau et à la distribution

L'énergie d'origine renouvelable possède un aspect stratégique, de par la dissémination des centres de production et la proximité des lieux de consommation. En outre, toutes ses caractéristiques s'intègrent dans le développement durable (pas de CO2, pas d'effet de serre, matière première inépuisable, sans conséquences néfastes à court comme à long terme). Les producteurs indépendants ont, de plus, un rôle important sur le plan local : diminution des pertes en ligne haute tension du fait de la consommation à proximité, source de revenus pour les collectivités (taxe foncière, taxe professionnelle), création d'emplois induits.

L'électricité d'origine renouvelable ne peut pas être un alibi écologique à une politique pro nucléaire. Pourquoi tant de difficultés administratives pour l'implantation d'éoliennes ? Pourquoi une si grande différence entre la France et l'Allemagne par exemple ? Pourquoi la Directive Européenne sur les énergies renouvelables n'a-t-elle pas été transposée en France alors qu'en octobre 2005 le bilan doit en être fait dans tous les états membres ?

GENEVIÈVE COUTIER



LES MAHORAIS DE LA CREUSE

Depuis la rentrée scolaire de 1997, le lycée professionnel d'Aubusson accueille un contingent annuel d'une trentaine de mahorais, habitants de l'île de Mayotte. Patrick Watkins, politologue de formation, vient de réaliser un film en suivant le parcours d'un groupe de jeunes mahorais au cours d'une année scolaire, depuis leur arrivée sur le territoire français jusqu'à leur installation dans l'univers inconnu que représente pour eux l'environnement creusois. Pour IPNS, il présente ces jeunes "français venus d'ailleurs" que, même à Aubusson, beaucoup ne connaissent pas



La Creuse, on connaît, un peu. L'histoire de ses plâtriers et de ses maçons surtout ; montés à Paris sous l'Empire, pour y rejoindre l'avant-garde ouvrière en formation. On sait leur rôle dans la transformation haussmanienne qui emploie cette classe laborieuse pour rendre Paris moins dangereux. On se souvient de Martin Nadaud et de ses amis creusois qui se rebiffent avec les communards. Certains entretiennent encore la mémoire de ceux qui eurent à en payer le prix fort et finirent dans les fosses communes parisiennes. La Creuse contemporaine reste marquée par cette tradition d'émigration. Et les froides définitions académiques puisées dans les encyclopédies courantes ne contribuent pas à inverser notre perception de cette contrée. "Important déficit de population", "vieillessement démographique sensi-

ble", "exode rural", "faiblesse de la vie urbaine et industrielle", autant de stigmates qui amplifient la résonance d'un département qui "sonne creux". Au point de pousser certains élus à tenter de rebaptiser le département pour balayer l'homonymie malheureuse. Heureusement, il y a Aubusson. La Mecque de la tapisserie du même nom. Le point de départ de cette histoire. C'est là, que pour la première fois, au détour d'une conversation avec un enseignant du Lycée professionnel Jean Jaurès, j'ai entendu parler des mahorais. Ce n'est que quelques mois plus tard que je les ai rencontrés.

À l'instar de son statut actuel de Collectivité Départementale (après celui de Collectivité Territoriale jusqu'en 2000), Mayotte est dotée d'une histoire coloniale peu banale. De 1946 à 1975, Mayotte n'est qu'une île parmi les quatre de l'archipel (avec la Grande Comore, Anjouan et Mohéli) formant le Territoire d'Outre-Mer des Comores, un ensemble géographique doublé d'une communauté de langue, de culture et de religion. Bien que tardifs, les vents de la décolonisation atteignent l'archipel vers la fin des années 70, et le 22 décembre 1975, 95 % de ses habitants votent en faveur de l'indépendance. Toutefois, sur un amendement du Sénat contredisant le vote de l'Assemblée Nationale de la veille, la France avait prévu un décompte île par île, d'où il ressort que 64 % des mahorais se prononcent pour le maintien de l'île au sein de la République Française. Les allégations d'expulsion de plusieurs milliers d'indépendantistes vers les autres îles de l'archipel ; le mépris du droit international qui prévoit que les territoires accédant à l'indépendance conservent les frontières qu'ils avaient sous le statut colonial ; les condamnations régulières par l'OUA et l'ONU ; les risques de déstabilisation politique et économique que fait peser la présence française sur l'avenir de l'Etat comorien ; rien n'altérera le destin français de l'île de Mayotte, qui, à la faveur d'un processus progressif de départementalisation, va s'ancrer toujours davantage à la Métropole.

La plupart des jeunes mahorais, que j'ai été amené à rencontrer en Creuse, sont nés après l'indépendance Comorienne. Comme tant de jeunes du monde occidental, ils n'ont que peu de prise sur leur passé, et un sentiment non exprimé de perte de leur histoire. Il serait donc un peu malhonnête de ma part, et probablement tout aussi improductif, de leur proposer d'avancer sur un terrain aussi manifestement miné et politiquement biaisé, d'une Mayotte emmaillotée par un tuteur abusif quoique financièrement généreux.

Ces jeunes mahorais sont pourtant bien issus d'un pays, dont l'environnement culturel, social et politique ne semble pas être tout à fait en phase avec ses ambitions départementalistes. Un quart de siècle après le rattachement de Mayotte à la France, quelques chiffres suffisent à mesurer l'ampleur du décalage qui attend les mahorais à leur descente en gare routière d'Aubusson. À Mayotte aujourd'hui, plus de 60 % de la population a moins de 20 ans, 41 % de la population active est au chômage et les trois-quarts de la population ne parlent pas la langue officielle : le français. C'est accessoirement le territoire français où l'on compte le plus de reconduites à la frontière : environ 7000 comoriens (sur une population de 160 000 personnes), attirés par l'argent de la Métropole, refoulés chaque année.

LE FROID

Les mahorais qui déposent des dossiers d'inscription pour des séjours d'étude ne possèdent que très peu de renseignements sur les affectations proposées. Hormis l'option de la filière professionnelle, les choix sont généralement limités par les impératifs de disponibilité. Toutefois, les échos des pionniers, des "éclaireurs" mahorais, installés ou rapatriés, suffisent parfois à placer tel ou tel établissement en tête de leurs préférences. Pour Mouhamadi, élève de première au Lycée Jean-Jaurès d'Aubusson, "un copain de mon village de Choungi m'avait envoyé une carte de France. Il disait qu'au Foyer des jeunes Travailleurs d'Aubusson, c'était tranquille". Timide mais souriant, Mouhamadi a donc

entrepris de rejoindre la petite centaine de mahorais échoués dans la Creuse, et de venir s'installer au sein de la rassurante communauté mahoraise du FJT d'Aubusson (15 jeunes). Après le départ de l'aéroport de Pamandzi, la route d'Aubusson passe inévitablement par Paris, où un comité d'accueil de la DASU (direction des Affaires Sociales et universitaires) est chargé d'acheminer les jeunes vers les diverses gares de transit. Ce jour d'octobre, Mouhamadi et deux autres destinataires creusois sont déposés à la gare d'Austerlitz. "On nous a mis dans un train, et on nous a dit qu'il fallait descendre à Limoges. De là, il fallait qu'on prenne un bus jusqu'à Aubusson. Pour ne pas rater la station, on nous avait donné l'heure d'arrivée à Limoges. Nous n'avions qu'une montre pour trois, et on avait tellement peur de rater la gare, qu'on a pratiquement rien vu du paysage. On regardait tous la montre. Finalement, c'est le contrôleur qui nous a dit de descendre". Mouhamadi et ses amis trouvent, sans trop de problèmes, le car qui doit les emmener à Aubusson. Mais à l'arrivée, personne n'est là pour les accueillir. "On nous a dit qu'il y aurait quelqu'un pour nous emmener au Foyer. On n'avait pas d'adresse, juste le nom de l'école. Alors on a marché tout droit en se disant que ça devait être par là. Le destin nous a guidé, on est passé devant le lycée, et ils nous ont ensuite accompagné au foyer."

Débarquée par le même convoi, Rabianti, 22 ans, se souvient de ses premières impressions. "Il faisait très froid et j'avais les mêmes habits qu'à Mayotte. En plus ici, le temps il change comme le vent, c'est-à-dire tout le temps". Le rude hiver continental commence en effet à se faire sentir, d'autant plus qu'en raison du décalage de l'année scolaire mahoraise, les arrivées s'échelonnent jusqu'à début novembre. Le froid est l'ennemi majeur de tous les mahorais rencontrés. À tel point que la brochure d'accueil distribuée à l'arrivée par la DASU, pourtant essentiellement truffée d'obligations administratives, (dossiers, inscription, assurance...) apporte ce petit message de réconfort psychique "Vous serez parfois découragés, surtout en hiver quand le soleil vous manquera et que Mayotte vous semblera bien loin. C'est normal : tous passent par là, ce n'est que passager. Accrochez-vous et ne pensez pas tout de suite rentrer à Mayotte! L'enjeu en vaut la peine : votre avenir mérite bien cet effort."

Pour s'accrocher, il faut s'habiller. Et en dépit du petit conseil de gestion distribué par le DASU - "Ne dépensez pas votre argent à la va vite. Achetez d'abord le plus urgent." - pour Rabianti, comme pour nombre d'autres dans son cas, une grande partie des 3000 francs "d'indemnité unique d'habillement" est dépensée dès la première semaine d'arrivée.

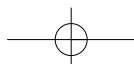
OUVERTURE DE COMPTE

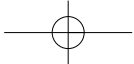
Il faut bien dire que les mahorais ne sont généralement pas préparés aux défis de la gestion financière ni aux sirènes de la consommation à crédit. À 20 ou 25 ans (à cause de l'entrée tardive dans le système scolaire mahorais), ils n'ont pratiquement jamais mis les pieds dans un établissement bancaire et ont peu d'expérience des échanges monétaires. "A Mayotte, on avait pas vraiment besoin d'argent. On paye jamais de loyer. Quand on veut quitter sa famille, on peut toujours s'installer dans une Banga (cabane construite par la communauté pour préparer les jeunes adultes à une vie indépendante). On n'a pas besoin d'assurance, et les visites médicales et les médicaments sont gratuits." On comprend mieux pourquoi la grande majorité d'entre eux éprouve des difficultés à gérer leur budget mensuel de 2500 francs, censé couvrir l'ensemble de leurs dépenses, loyers et repas compris.

Avec ses trois années d'ancienneté, Dini est un vétéran. Sportif et avenant, il voudrait donner l'impression d'avoir réussi à maîtriser son intégration. Téléphone portable en main, il avoue avoir "un certain nombre de crédits sur le dos". Mais depuis qu'il a trouvé un emploi à mi-temps comme magasinier chez Casino, il a pu quitter le foyer pour se trouver un appartement, près du centre d'Aubusson. "Confortable mais petit" dit-il, surtout depuis que deux autres Mahorais se sont installés avec lui. Mohammedi aussi a trouvé du travail, ou plutôt, un stage de vente chez un caviste. Pourtant, il n'aime pas en parler. "Je n'ai pas vraiment eu le choix, alors j'ai accepté ce qu'on m'a donné. Le patron est sympa." Mohammedi, comme plus de 90 % des mahorais, est musulman. Et il n'est ni fier, ni particulièrement à l'aise, de devoir vendre des bouteilles de vin.

LE CREUSET CREUSOIS

Pour la majorité des mahorais, le cadre de vie, c'est le foyer. Plus économique avec moins de démarches administratives et de charges. Loin d'être une contrainte, la vie communautaire est vécue comme une fragile extension du tissu social d'origine. Pas une chambre qui n'arbore fièrement une carte murale de Mayotte. "C'est la première chose qu'on accroche. Moi, j'y ai rajouté mon village de Miha à la main, parce que c'était pas marqué". Les repas, préparés collectivement, sont toujours l'occasion de réunions de chambrée. Ceci ne cadre pas toujours avec les règlements intérieurs des foyers qui interdisent normalement de cuisiner dans les chambres. Il est vrai que les mahorais ne se sont pas laissés convaincre par les délices de la gastronomie française ni les spécialités du terroir. Qu'il s'agisse des cantines scolaires ou des repas servis par les cuisines du foyer, aucun mahorais ne s'y aventure. "On n'aime pas du tout vos plats" dit Koutou, "On préfère faire la cuisine nous-mêmes. En plus, ça nous revient moins cher ; Le problème c'est de trouver les produits. Les week-ends, certains vont faire des courses au magasin de produits exotiques à Guéret. Parfois, des amis amènent des produits de Limoges". Koutou, élève à l'école des Métiers du bâtiment de Felletin, s'est investi dans l'organisation d'une soirée mahoraise destinée notamment à faire découvrir aux creusois, les plats les plus typiques de l'île de Mayotte. "A part les mahorais on était pas très nombreux ; surtout des profs et des gens de la mairie. Mais ils ont tous trouvé ça très bon."





Enhardie par le petit bénéfice engrangé au cours de cette soirée,

la communauté mahoraise s'est lancée dans un autre projet culturel, avec un peu moins de réussite : la course de pneu. Là, les jeunes se sont retrouvés tous seuls à cavalier le long de leurs boyaux avec leurs petits bâtons. Quelques spectateurs, tout de même, visiblement surpris par cette compétition. Des clichés également, publiés dans *La Montagne* sous le titre "Insolite".

Néanmoins, s'il est un terrain d'intégration particulièrement réussi, c'est bien le sport le plus universel : le football. Les équipes de troisième division venant affronter le club creusois de Peyrat-la-Nonière (500 habitants) sont parfois surpris par la composition des joueurs, mahorais à 50%. Mauvaise surprise pour eux, la plupart du temps, puisque les originaires de Mayotte sont reconnus par les entraîneurs creusois, comme de redoutables footballeurs. "Ils savent qu'on aime bien le foot, alors ils viennent nous chercher dans les foyers.", raconte Dini qui a évolué à travers plusieurs clubs du coin, avant de se poser à Peyrat-La-Nonière.

LES FRANÇAIS ET LES M'ZOUNGHO

Pour le reste, l'intégration à la population "pose problème depuis quelques années" comme le souligne un récent article de *La Montagne*. Selon le Proviseur du Lycée Jean-Jaurès, "l'effet pervers de l'accroissement de leur nombre se joue dans le fait qu'ils pratiquent alors un repli communautaire". Derrière ses tresses rasta, Toulalibi, 23 ans, s'inquiète de l'opinion des gens, et s'insurge contre cette vision négative. "On n'a jamais eu de problèmes avec les gens. C'est vrai qu'ils ne nous connaissent pas trop. Bien sûr, quand on est en groupe, les gens nous remarquent plus, mais c'est tout". Ma première vision furtive de ces mahorais doit être partagée par bon nombre de Creusois : des petites bandes d'individus habillés de couleurs vives, traversant discrètement les carrefours avant de disparaître au coin de la rue.

Nul besoin de filtrer le "télé-trottoir" pour illustrer cette impression. Les Aubussonais rencontrés n'ont que des compliments à exprimer à leur égard, même si la discrétion demeure la qualité la plus invoquée. La majorité des sondés n'ont aucune impression particulière, nombre d'entre eux prétendent même ne les avoir jamais vus ni croisés en ville. Pourtant, et malgré sa sobriété, la communauté mahoraise, tout de même constituée d'"afro-français" pour utiliser un équivalent linguistique américain, est loin d'être invisible, surtout dans le petit centre ville d'Aubusson où sont installés le Foyer et le Lycée. C'est en expliquant l'origine géographique de ces jeunes aux sondés, que la persistance de leur ignorance affichée m'a semblé soudainement un peu suspecte. En y réfléchissant à posteriori, une explication m'est apparue. Le dénominateur commun des Mahorais, en particulier pour tous ceux qui ne les connaissent absolument pas, est la couleur noire de leur peau. Et peut-être est-il un peu délicat et malaisé de n'exprimer que ce point de référence à l'autre : "Ah oui ! Vous parlez des bandes de noirs qui se baladent dans la rue !" Pour les mahorais eux-mêmes, cette histoire de couleur n'est pas simple, comme en témoigne certaines formulations identitaires paradoxales. Interrogés sur leur sentiment national, tous affirment avec force leur conviction d'être des français à part entière. Toutefois, au détour de conversations non-directives, les mêmes utilisent clairement le terme français pour désigner les autres, qu'il s'agisse de descriptions de leur environnement d'origine ou d'anecdotes sur leur vie en Métropole. Quelques minutes à peine après avoir déclaré son identité française, Koutou, comme d'autres, parle "des français" qui habitent les résidences pavillonnaires de la capitale mahoraise", des "français" venus goûter les spécialités culinaires de l'île lors de la soirée organisée à la mairie d'Aubusson. Lorsque je me risqué à relever cette apparente contradiction, Koutou m'avoue en rigolant que dans ce contexte, "les français" c'est les "m'zoungho", les blancs.

Abdallah Ridoï, est un vétéran de la première vague. Tresses rasta et look branché, il est le premier mahorais d'Aubusson, et même l'un des tout premiers de la Creuse à avoir choisi de transformer son séjour d'étude en immigration définitive. Avec ses 6 années d'ancienneté, Abdallah, 27 ans, désormais installé comme électricien, fait un peu figure d'ancien et même, auprès des mahorais scolarisés, de grand frère. Non pas que le parcours d'Abdallah puisse inspirer une quelconque exemplarité sur le plan scolaire. En effet, comme près de 70% des boursiers mahorais, Abdallah n'a pas réussi à décrocher son diplôme. Mais il incarne toutefois la réussite professionnelle, et la possibilité d'une "intégration réussie", matérialisée par son indépendance économique et son autonomie personnelle. Si Abdallah fait figure d'exception auprès de ses camarades qui aspirent tous, officiellement tout du moins, au retour à Mayotte, il pourrait également faire figure de précurseur d'un mouvement migratoire plus durable vers la métropole. En attendant, Abdallah est au cœur de tous les réseaux mahorais, la figure de proue des activités associatives et l'invité permanent de toutes les réunions de chambrée.

A L'ECOLE DE LA REPUBLIQUE

C'est dans le cadre architectural très austère et impersonnel du Lycée Jean-Jaurès qu'un bon contingent de mahorais passe, calendrier et emploi du temps scolaire obligent, le plus clair de leur temps. De 8 heures du matin jusqu'à parfois 18 heures, ces élèves, que tous les enseignants s'accordent à trouver généralement sympathiques, studieux et appliqués, suivent les cours d'enseignement général, technique et professionnel. Généralement répartis à trois ou quatre par classe, les mahorais ont concrètement "beaucoup de mal" de l'aveu des enseignants dépités par le très faible taux de réussite aux examens. Nombre d'explications viennent rationaliser la cause du handicap scolaire dont ils sont victimes : entrées scolaires tardives (octobre ou novembre) à cause du décalage administratif ; grosses lacunes en français (qui demeure pour tous une langue étrangère exclusivement employée dans le cadre restreint de l'école), multiples difficultés d'adaptation et de compréhension liées au déphasage culturel, etc....

Pour Chahidatti, qui vient de démarrer une classe de première "force de vente", "au début surtout, c'est très dur pour nous. Les profs sont gentils avec nous, mais les programmes sont difficiles". Certains enseignants se trouvent d'ailleurs tout aussi démunis que les mahorais dans leurs tentatives de faire passer leur pédagogie à ces élèves. M. Daniel, professeur principal de Chahidatti, avoue que "lorsqu'on étudie un texte en commun, on est parfois surpris de constater les résultats. J'ai remarqué en dehors des simples problèmes de compréhension, de vocabulaire, etc., que les mahorais ont une lecture très spéciale et souvent originale des documents pédagogiques. Le problème, c'est que si je ne saisis pas toujours leur raisonnement, les examinateurs eux, ne se soucient que des résultats." Mlle Hernandez, le professeur de dessin, est moins soumise à ce système de compétition, de réussite et de grilles d'annotation standardisées. Pourtant, elle aussi s'avoue un peu désarmée devant certains des travaux libres effectués par les mahorais. "On dit que l'art ne connaît pas de frontières mais en regardant leurs dessins qui ressemblent parfois à des choses non-figuratives et probablement chargées de symboles, je me suis rendu compte à quel point j'étais culturellement larguée pour communiquer avec eux. Je me dis que pour eux, ça doit être pareil, ou pire".

Conscients de l'enjeu, Mlle Hernandez et un petit groupe d'enseignants ont mis sur pied un réseau de soutien, non seulement scolaire mais également social. Outre les cours de rattrapage et de soutien dispensés deux fois par semaine dans le cadre du foyer de jeunes travailleurs, ce petit groupe d'enseignants propose également des activités permettant aux mahorais de partager leurs spécificités culturelles propres. Pour l'instant, deux groupes se sont formés, l'un chargé de préparer une exposition et l'autre investi de l'organisation d'un repas. Certains évoquent même le projet d'un éventuel jumelage avec une école de l'île. Des enseignants n'ont d'ailleurs pas attendu la concrétisation d'un échange scolaire pour faire le déplacement. Que ce soit par volonté d'approfondir ces premiers contacts, par curiosité ou plus prosaïquement par attrait matériel pour un cadre naturel alliant paysages paradisiaques et avantages financiers, près d'une dizaine d'enseignants de la Creuse sont ou ont été nommés sur l'île. M. Daniel lui-même m'avoue avoir postulé mais qu'il n'était "pas très optimiste car c'était une destination très demandée parmi le corps enseignant."

Ce n'est en tout cas pas le cas de l'assistante sociale, Mme Leclerc, autre interlocuteur privilégié des élèves mahorais. Lors de ma première visite, j'ai pu apercevoir, dissimulé sous des piles de dossiers, un livre intitulé "Mayotte, coutumes et vie quotidienne". Elle ne se vante pas pour autant d'être quasiment la seule à avoir effectué une telle démarche d'apprentissage de la vie mahoraise. "Comprendre ces gens, dit-elle, sans rien savoir de leur environnement culturel et social m'est vite apparue complètement insurmontable". Il faut dire que l'assistante sociale se trouve en première ligne des doléances matérielles, scolaires et parfois même affectives, que viennent exprimer de manière très personnelle, les jeunes mahorais et mahoraises. "Impossible de penser et de réagir de la même manière avec des filles élevées dans un milieu où la polygamie est la règle. Les filles se libèrent certainement un peu, mais en matière de sexualité je ne savais pas trop ou je mettais les pieds."

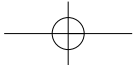
Pour la toute nouvelle infirmière, l'apprentissage a été brutal. "Dès la première semaine de classe, on m'a envoyé une fille qui alternait les phases catatoniques et les crises d'hystérie : elle entrait en transe. Ce sont les élèves mahorais qui m'ont expliqué qu'elle était "envoûtée" et que c'était relativement fréquent chez les filles." Avertis par le lycée, les responsables du Bureau des affaires sociales et universitaires ont rapidement organisé son rapatriement, une procédure engagée pour une dizaine de cas par an, selon M. El Kabir. Abdallah quant à lui, me confie que tout découle du fait que "des gens à Mayotte ne voulaient pas que la personne parte ; Dès qu'elle rentrera, il n'y aura plus de problème." La mine grave, Abdallah ne m'en dira pas plus, ou peut-être plus tard "quand on se connaît mieux".

Ca tombe bien, puisque se connaître mieux, c'est l'idée de départ de mon film.

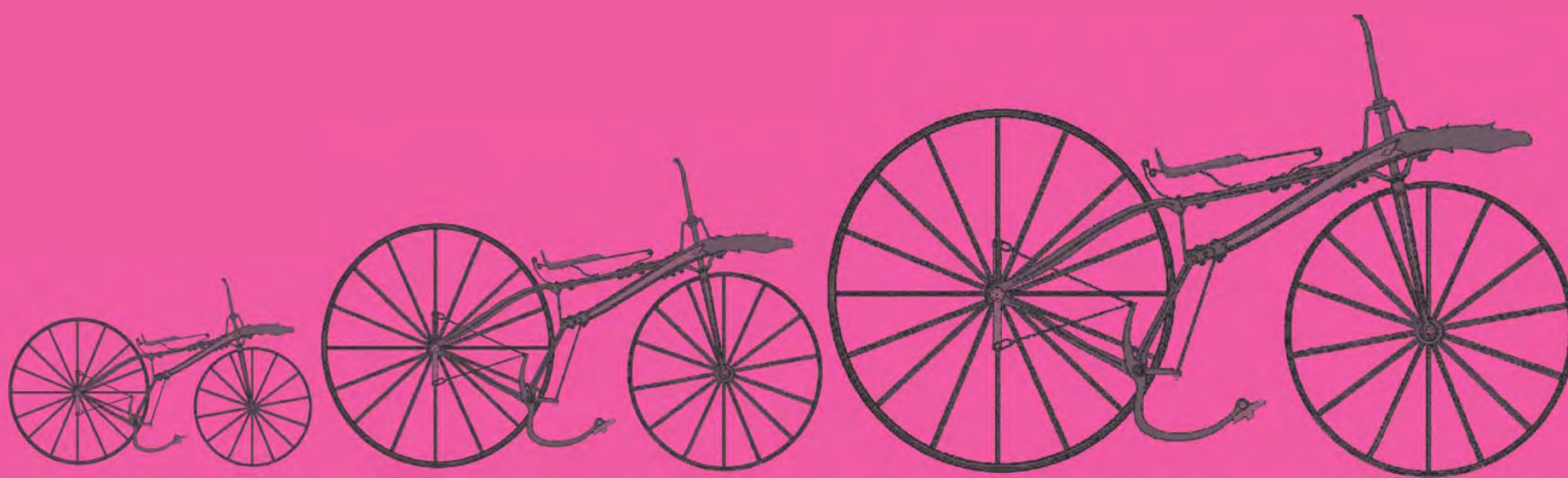
PATRICK WATKINS



Photos : SERgE



POULIDOR ET LES AUTRES OU L'AGE D'OR DU CYCLISME EN LIMOU-



Le 2 juillet 1956, Simon Wlazlick, du Vélo-club d'Aubusson, et Raymond Poulidor, de la Pédale Marchoise, tous deux âgés de 20 ans, se disputent au sprint la première place du prix de Mérinchal. Alors que Wlazlick a déjà nettement pris l'avantage sur Poulidor, ce dernier, en plein effort, perd une pédale qui s'est dévissée. Déséquilibré, il ne contrôle plus sa trajectoire, traverse la route et va s'écraser sur les machines agricoles exposées devant un atelier. Heureusement un spectateur, Norbert Tailhardat, le ceinture et lui évite une chute qui aurait pu le priver de la carrière que l'on sait. Participant à la journée du livre de Felletin, au cours de laquelle il dédicace avec beaucoup de succès son livre autobiographique «*Poulidor, par Raymond Poulidor*» aux éditions Jacob-Duvernet, il rencontre Simon Wlazlick et exprime son souhait de retrouver son «sauveur», dont il n'a aucune nouvelle depuis 1956. C'est ainsi que le 21 octobre 2004, Raymond Poulidor, Simon Wlazlick et quelques dirigeants des clubs cyclistes d'Aubusson et Felletin sont reçus à Mérinchal par la municipalité pour les retrouvailles du grand champion avec M. Tailhardat qui par son réflexe courageux lui a évité une grave chute. Cette rencontre constitue une nouvelle occasion d'évoquer en 2004 la place du cyclisme dans la vie sportive régionale et, au-delà, dans la société limousine.

Le passage du Tour de France en Limousin les 13 et 14 juillet 2004 a donné lieu à un hommage spécial à Raymond Poulidor dans sa ville de Saint Léonard de Noblat. Quarante ans après le célèbre duel avec Anquetil sur les pentes du Puy de Dôme, on pu vérifier l'insusable popularité du champion limousin. L'étape cyclosportive Limoges-Saint Flour disputée le 11 juillet par 8000 concurrents a démontré avec éclat que le cyclisme, sous de nouvelles formes, conserve énormément de vitalité.

Le centième anniversaire du CRCL (Cyclo racing club de Limoges) a été marqué par diverses manifestations, notamment une «randonnée des anniversaires» sur le parcours de l'étape du Tour de Saint Léonard à Guéret. Elle était organisée par le CRCL et les clubs de Felletin (50 ans), Aubusson (70 ans) et l'AC Creusoise. L'occasion de retrouvailles marquées par l'émotion et la convivialité et la présentation par le président du CRCL de l'ouvrage «*CRCL – 100 ans. 1904-2004*». Il retrace 100 ans de cyclisme à Limoges et dans tout le Limousin.

LES TEMPS HEROIQUES (avant 1914)

Au cours des premières années du siècle se mettent en place les compétitions sur route et les réunions sur piste au vélodrome du Grand Treuil à Limoges. Sur des routes pierreuses et poussiéreuses, montant de lourdes machines, les compétiteurs réalisent des moyennes étonnantes. C'est le temps des compéti-

tions «aller-retour»: Limoges-St Junien, Limoges-Nontron, Limoges-Bellac. La première édition de Limoges-St Léonard a lieu en 1905, l'épreuve survivra jusqu'en 1998, la circulation automobile a fini par la condamner.

Au vélodrome, doté d'un anneau en ciment en 1904, alors qu'il avait été construit en 1895 avec une piste en terre battue, les meilleurs pistards français et internationaux s'affrontent dans les épreuves classiques : vitesse, individuelle, poursuite, américaine (en relais, par équipe de deux) et déjà la très spectaculaire demi-fond (derrière moto).

L'ENTRE DEUX GUERRES

Les courses sur route et sur piste se développent parallèlement. La majorité des coureurs s'adonnent aux deux activités. Sur route s'organisent les grandes épreuves de ville à ville avec notamment Paris-Limoges dont la première édition date de 1927. C'est une course de niveau international ; à son palmarès figurent beaucoup de grands noms comme Antonin Magne qui l'emporte en 1929, deux ans avant sa première victoire dans le Tour de France. On assiste aussi à de belles compétitions départementales comme le Tour de la Corrèze ou le Circuit de la Creuse.

Sur la piste, la figure emblématique régionale c'est André Raynaud, champion du monde de demi-fond à Zurich en septembre 1936. Il décèdera quelques mois plus tard lors d'une chute à la suite de l'éclatement d'un boyau au vélodrome d'Anvers. Originaire de Vaulry, dans les monts de Blond, il a brillé dans toutes les disciplines du cyclisme sur route (champion de France des indépendants en 1926) et surtout sur piste. Brillant en poursuite il réussit particulièrement dans les épreuves de «six jours» (vainqueur à Paris en 1929 et Marseille en 1930) et dans les autres épreuves à l'américaine (en relais, par équipe de deux), et finalement en demi-fond, spécialité très populaire et spectaculaire. Après sa victoire au championnat du monde, il fut accueilli à son arrivée à la gare de Limoges par une foule énorme qui l'accompagne jusqu'à l'Hôtel de Ville où Léon Betoulle, le maire, lui offrit une réception.

LES ANNEES 40

Pendant les années de guerre et d'occupation, le cyclisme continue tant bien que mal sur route et sur piste, s'adaptant aux circonstances avec plus ou moins de facilité. La rareté et la mauvaise qualité du matériel, le mauvais état des routes s'ajoutent aux contraintes résultant de la défaite de 1940. Il y eut malgré tout des épreuves importantes qui attirent des coureurs professionnels de toute la France, comme Vichy-Limoges en 1942 et 43. En juin 1944, le tour de la Haute Vienne est stoppé par la résis-

tance à La Croisille sur Briançonne. Le Cyclisme ne peut pas ou plus ignorer les combats qui se préparent pour la libération du territoire.

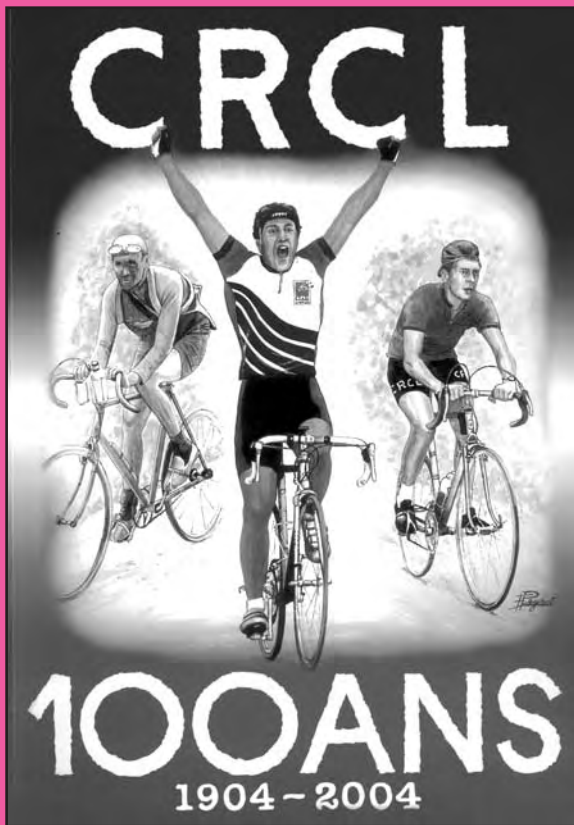
Dès la saison 1945, l'activité cycliste reprend. Les coureurs, bridés pendant les années noires sont impatients de reprendre le cours de leur carrière sportive, ou de l'entamer pour les plus jeunes. Tout le rayonnement du cyclisme limousin pour les deux décennies à venir se met en place. De belles organisations, des coureurs nombreux et ambitieux attirés par des dotations intéressantes, des marques de cycle régionales (Blondin, Elans, Simoun, Royal-Fabric, Rochet) ou nationales (Peugeot, Terrot, Mercier) financent des «écuries».

LA PERIODE DOREE : 1950-1970

Le cyclisme régional prend un nouvel essor, le comité du Limousin regroupe les trois départements. Auquel s'ajoute l'apport important de la Dordogne avec un grand nombre de courses organisées mais aussi de clubs (Périgueux, Sarlat, Bergerac, Lalinde, Ribérac ou Montpon) et des coureurs de qualité.

Sport d'été déjà le plus prisé dans les années d'avant guerre, la popularité du cyclisme ne cesse de grandir. Les épreuves se multiplient à tous les niveaux, les journaux consacrent une place prépondérante au vélo. La présentation des compétitions durant toute la semaine et souvent deux pages entières de résultats le lundi, alors que le nombre de pages des journaux était plus réduit qu'aujourd'hui. Il faut dire que la réussite des coureurs limousins au plus haut niveau a de quoi susciter l'enthousiasme. Qu'on en juge: en 1951 et 52, les limousins dominent la Route de France.





Une belle épreuve internationale destinée aux jeunes coureurs aussi importante que le Tour de l'Avenir à partir de 1960. En 1951, Jacques Vivier de Ribérac l'emporte. En 1952 l'équipe du Centre rafle le classement individuel, le classement par équipe et celui du meilleur grimpeur. L'équipe était composée de trois coureurs du CRCL, deux coureurs de l'UVL (union vélocipédique de Limoges), de deux corréziens et d'un creusois. L'épreuve comportait 14 étapes, avec départ à Caen et arrivée à Aurillac et l'ascension des grands cols pyrénéens.

En cyclo-cross, une discipline extrêmement populaire, dont les circuits se rapprochaient par leurs difficultés de ceux du VTT actuels. André Dufraisse de l'UVL remporte cinq titres consécutifs de champion du monde et sept titres de champion de France. Il remporte son dernier titre de champion du monde à Limoges en 1958 au stade Beaublanc, haut lieu du sport. Théâtre des exploits du Limoges Foot ball club dès son accession en ligue professionnelle, le stade de Beaublanc prend le relais du vélodrome "André Raynaud" démoli en 1958 après plus de 50 ans au service du cyclisme et du rugby. Les modes sportives changent et Beaublanc partage ses heures de gloire avec le foot d'abord puis le basket et le CSP dans les années 1980.

La fin des années 50, c'est le début de la carrière en fanfare de Raymond Poulidor. En 1956 il a tout juste vingt ans et avant son départ au service militaire il réussit quelques performances remarquable face aux professionnels ; il est 6^e au bol d'or des Monédières et 2^e à Peyrat le Château derrière le champion de France Bernard Gauthier. En 1959, au retour d'Algérie, il confirme tous les espoirs en devenant champion du Limousin et en brillant dans tous les critères de l'été. Passé pro en 1960, il remporte le Bordeaux-Saintes ; sélectionné pour les championnats du monde en Allemagne de l'Est il termine 5^e. En 1961 il remporte Milan-San Remo et devient champion de France à Rouen. La suite est faite de résultats exceptionnels, de belles victoires, mais aussi de beaucoup de malchances qui lui vaudront d'être le champion de la popularité. Il poursuivra sa carrière internationale au plus haut niveau jusqu'en 1977 à 41 ans ! Trois fois 2^e du Tour de France, 5 fois 3^e il totalisera 183 victoires professionnelles dont le Tour d'Espagne en 1964, Paris-Nice en 1972 et 1973 devant le grand Mercks, le Dauphiné Libéré en 1969 et la Flèche Wallonne en 1963. 30 ans après sa popularité est toujours aussi grande, à tel point qu'aujourd'hui encore c'est "allez Poupou" qui constitue l'encouragement le plus fréquemment entendu par les cyclistes de tous âges et de tout niveau.

LES RAISONS DU SUCCES

La popularité du cyclisme en Limousin avec son apogée dans les années 50-60 se poursuivant jusqu'à la fin des années 70 peut nous conduire à nous interroger sur les composantes d'un tel succès. En premier lieu sur le plan strictement sportif l'éclosion et l'épanouissement de tout un panel de champion ont été largement favorisés par les très nombreuses compé-

titions de tous niveaux qui ont permis à ces jeunes sportifs de débiter leur carrière près de chez eux et de continuer à progresser dans des courses plus relevées tout en restant dans leur environnement habituel. En second lieu, le cyclisme est en adéquation avec la société rurale. Les campagnes n'en sont qu'au début de la révolution agricole qui va les vider d'une bonne partie de leurs habitants. La course cycliste constitue encore pour quelques années le point culminant de la fête patronale. Les coureurs locaux y affrontent ceux qui parfois viennent de loin et ils comptent de nombreux supporters. Le vélo encore utilisé par la majorité de la population comme moyen de déplacement, chacun peut apprécier à leur juste valeur les efforts des coureurs et comme la fête est une occasion unique dans l'année de s'amuser et de dépenser les courses sont bien dotées en prix pour le classement final et en primes au cours de l'épreuve. Les petits clubs sont nombreux dans la campagne limousine. Un bon exemple c'est la Pédales Marchoise dont le siège est à La Forêt, un village de la commune de Montboucher. Il a été le premier club des frères Poulidor. André Lopez président et cheville ouvrière du club organisait de nombreuses épreuves tout autour de Bourgneuf, notamment dans les villages qui n'étaient pas chef-lieux de communes. A la Forêt il y avait deux courses par ans, Millemilanges de St Goussaud, Pont de Murat de St Dizier Leyrenne, Puy la Croix de St Pardoux Morterolles.

Mais le vélo reste très populaire en ville. La circulation automobile bien moins dense qu'aujourd'hui autorise l'organisation de belles épreuves au cœur de la cité, ou encore des arrivées dans la ville après un parcours en campagne. Des foules considérables viennent assister à ces événements sportifs, on y venait facilement en famille. Les courses urbaines sont très souvent parrainées par une firme commerciale et en prennent le nom : prix Dony, Arya ou Conchonquienne pour les magasins de vêtement ; elles peuvent aussi être financées par des collectivités et/ou des associations de commerçants.

L'interpénétration des catégories est une autre caractéristique des compétitions de cette époque. Alors que nous sommes habitués depuis plus de trente ans à une séparation très nette entre professionnels et amateurs, l'existence de la catégorie des indépendants qui pouvaient courir aussi bien avec les pros qu'avec les amateurs permettait aux organisateurs de courses d'aligner au départ des professionnels prestigieux et des coureurs régionaux. Il faut se souvenir que le Tour de France malgré toute sa notoriété n'était pas la grosse machine que nous connaissons aujourd'hui. Sur les 120 participants de l'époque contre 200 à présent, près de la moitié était français. Les belges, hollandais, italiens, espagnols et suisses constituaient la majeure partie des autres. Seuls quelques individus représentaient la Grande Bretagne, l'Allemagne, le Portugal, l'Autriche ou les pays scandinaves. Les pays de l'Est ne connaissaient pas le professionnalisme pour des raisons idéologiques, alors que le continent américain et l'Australie n'envoyaient pas de coureur en Europe occidentale. Pendant l'été et surtout pendant le mois d'août, des critères regroupent les coureurs qui ont participé au Tour de France ; ils bénéficient de primes de départ proportionnelles à leur notoriété. Les coureurs d'autres régions, professionnels ou indépendants venaient s'installer quelques jours ou quelques semaines en Limousin pour disputer le maximum d'épreuves pendant leur séjour. Les plus connus étaient les marseillais et les azuréens. Hébergés dans une des auberges rurales qui offraient à cette époque, pour un prix modique un gîte et des repas de qualité, ils sillonnaient la région pour se rendre au départ des épreuves de la région. Ils n'avaient pas de longs déplacements à faire car même en se limitant à la montagne limousine des critères se déroulaient à Peyrat le Château, Eymoutiers, Aubusson, Felletin, Ussel, Meymac, Peyrelevade, Treignac. A Eymoutiers en 1959 cinq vainqueurs du Tour de France sont au départ du 17^e grand prix de Macaoud. Le Bol d'or des Monédières organisé à Chaumeil par le célèbre accordéoniste Jean Ségurel drainait des milliers de personnes chaque année sur les pentes du col de Lestards. Les plus grands coureurs mondiaux figurent à son palmarès.

LES CHANGEMENTS DEPUIS 25 ANS

Depuis la fin des années 70 la place du cyclisme a beaucoup régressé dans le sport régional et surtout national. Bien sûr le Limousin a eu Luc Leblanc champion de France professionnel, puis champion du monde à Agrigente, vainqueur d'étapes et porteur du maillot jaune sur le Tour de France. Mais cela ne compense pas la baisse du nombre des épreuves et la modification des pratiques du cyclisme.

Entre 1970 et 80 on assiste à la disparition progressive des critères. Pour des raisons économiques d'abord, les contrats des coureurs professionnels sont de plus en plus onéreux, mais aussi pour des impossibilités pratiques. Car, même à prix d'or, il devient impossible de réunir les grandes vedettes du Tour. Ils ont d'autres épreuves à préparer ou sont pressés de rejoindre leur lointain pays d'origine. Les vedettes ne sont plus françaises ou belges. Par ailleurs les habitudes ont changé. Alors qu'antérieurement le prix d'entrée sur le circuit payé par le spectateur suffisait à équilibrer financièrement l'opération, cette pratique a été abandonnée. Le dernier critérium creusois, de Dun le Palestel est gratuit, les soutiens publicitaires en assurent le financement.

La diminution du nombre d'épreuves entraîne une baisse du nombre de coureurs licenciés. Parallèlement la place du cyclisme dans les pages sportives des journaux régresse régulièrement.



Lors de la fête du livre de Felletin 2004, Raymond Poulidor dédicace son livre aux côtés de Jean François Pressicaud.

L'influence de la télévision a été déterminante. Le Tour de France et les grandes classiques comme Paris-Roubaix ont beaucoup d'audience. Les courses professionnelles de moindre importance et à fortiori les compétitions régionales n'attirent plus que des passionnés en petit nombre.

Et pourtant les pratiquants du cyclisme sont de plus en plus nombreux. Mais ce sont de nouvelles formes qui s'imposent : le VTT d'abord, surtout sous forme de loisir, mais aussi de compétition. Les épreuves de masse, les cyclosporives comme la Raymond Poulidor, la limousine André Dufraisse, ou l'Ecureuil réunissent des pelotons impressionnants (500 à la Poulidor, 1500 à la Dufraisse ou l'Ecureuil, jusqu'à 12000 à l'Ardéchoise) de participants de tous âges et de tous les niveaux.

En revanche le vélo utilitaire a quasiment disparu depuis 40 ans. Avec la paralysie de la circulation automobile, des efforts sont faits pour développer le vélo urbain. Après La Rochelle dans les années 70 la ville de Lyon lance actuellement une expérience de prêt gratuit de vélos pour les déplacements dans la ville. Le succès de ces pratiques est très variable.

ET L'AVENIR

Pour ce qui est de la compétition, on peut penser que l'activité actuelle va se maintenir en Limousin. Il reste de belles épreuves et nous avons des jeunes coureurs prometteurs comme le nouveau champion du Limousin Sylvain Georges de Mainsat. La pratique de loisir avec une tonalité plus ou moins sportive possède beaucoup d'atouts qu'il s'agisse du VTT ou de la route. Les routes de la campagne limousine sont nombreuses et en bon état. La circulation automobile reste faible et le relief varié peut convenir à des pratiquants de toutes catégories. Le cyclotourisme devrait avoir un bel avenir parallèlement au développement d'un tourisme vert diffus axé sur la nature et le patrimoine. On peut donc penser qu'il y aura des cyclistes sur les routes limousines et qu'ils seront encore pendant longtemps encouragés par des "Vas y Poupou".

JEAN-FRANÇOIS PRESSICAUD

Cellule d'accueil du Conseil Régional, Réseau d'Acteurs de la Montagne Limousine, Pôles locaux d'accueil, foire à l'installation en milieu rural... Aujourd'hui la région Limousin par cette multitude d'outils peut être citée en exemple pour sa politique d'accueil et l'implication de sa population pour favoriser l'arrivée de nouveaux habitants sur son territoire. C'est pour cela que le MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne) a choisi d'organiser son séminaire sur l'Insertion Socioprofessionnelle des Jeunes en Milieu Rural à Limoges. C'est donc une centaine de jeunes de toute la France qui se sont réunis du 18 au 22 décembre 2004 autour de chercheurs, de politiques, et de praticiens.

pouvions le faire jusqu'au début des années 80. Désormais, nous reconnaissons une diversité d'espaces ruraux des "banlieues vertes" au "rural profond". En effet avec le nivellement du mode de vie entre les populations rurales et urbaines et le développement des axes de communication et de la voiture, nous observons des différences d'utilisation de l'espace rural suivant la ville d'attraction et sa proximité (production, résidentielle, loisir...).

Et les jeunes s'ils se sentent mieux ailleurs pourquoi essayer de les retenir et de les faire venir en Limousin? La jeunesse, avant d'être un facteur d'insécurité d'un territoire est avant

Le logement.

Malgré un taux de vacance de près de 10%, nous avons en Limousin une faible proposition de logements locatifs et le nombre de logements sociaux en milieu rural est insignifiant. Nous ne sommes pas encore dans des situations aussi dramatiques que des régions comme la Franche-Comté ou le Languedoc, mais si nous voulons poursuivre une politique d'accueil de travailleurs, il faut que nous nous prenions en main. Les actions à mener sont de l'ordre de la réfection et de la création de logements sociaux, sans oublier la maîtrise de la flambée des prix de l'immobilier.

Les services.

Les services publics, certes mais également tous les autres : le boulanger, le taxi ou les relais d'assistantes maternelles sont indispensables à la vie urbaine comme à la vie rurale. Cependant seulement 40% des bassins de vie ruraux peuvent être considérés comme autonomes. Cette problématique est un frein notamment à l'arrivée d'une population urbaine qui attend un niveau de service équivalent à celui qu'elle a quitté. Selon nous il faut favoriser les partenariats publics-privés et inciter les populations à participer à cette réflexion. Ce qui de surcroît favoriserait l'émergence de réponses coopératives et associatives.

Le vivre ensemble.

Un peu différent des trois points précédents puisque ce besoin ne peut avoir de réponse strictement financière. Mais il favorise les autres. Nous souhaitons donc voir la mise en place de rapports de coopérations et de projets de territoire comme base du vivre ensemble. Cela passera par la mise en place de carrefours intergénérationnels et de mixité sociale. Base de la création d'une culture commune, moteur d'une citoyenneté associative, professionnelle, politique de la part de chaque habitant.

Des propositions existent, des outils pertinents également. Nous espérons que chacun a pensé à tel ou tel dispositif public ou associatif en lisant ces quelques lignes. Aujourd'hui l'enjeu est de mettre en place ces actions en fonction de chaque territoire et de mettre en lien acteurs publics et population pour une prise en compte commune de la situation des jeunes sur les territoires ruraux. Car le retour des jeunes ne pourra se faire que si nous arrivons à cibler ses freins et à agir efficacement contre. Pour plus d'infos ou pour toutes propositions, n'hésitez pas à nous contacter.

**LA COMMISSION INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE
DES JEUNES EN MILIEU RURAL DU MRJC**

**MRJC Limousin
15 rue E.Varlin 87 036 Limoges Cedex
05.55.06.17.83**

PLACE AUX JEUNES

Que dire de la question en Limousin ? C'est qu'il y a encore du boulot ! En effet notre région attire. Mais qui part ? Les jeunes bien sûr ! Ainsi la tranche des 18-28 ans est la seule dans la population limousine à montrer un solde migratoire négatif. Le parcours type d'un jeune rural est de partir au collège vers la ville la plus proche, puis au lycée ; enfin il finira ses études à Limoges ou bien il quittera la région pour chercher un travail dans les régions limitrophes ou sur Paris pour les plus diplômés... Reste donc en Limousin, les amoureux de la région et ceux qui préfèrent la sécurité du cercle familial à l'aventure des études.

Alors comment expliquer que la région attire du monde mais fait fuir ses jeunes ? Encore dur à dire aujourd'hui, mais puisque nous ne sommes pas la seule région à voir les jeunes quitter leur campagne, voici des éléments sur le travail réalisé par le MRJC. La première chose à faire est de cerner le sujet. Qu'est ce que le milieu rural aujourd'hui ? Quelle est la place des jeunes sur ces territoires ? Des diagnostics réalisés par des militants du MRJC sur leurs territoires, confrontés aux travaux de différents chercheurs, montrent la diversité des territoires ruraux. Nous pouvons relever entre autre l'influence du dynamisme des villes et des bourgs sur les campagnes environnantes. Il n'est plus possible de différencier la ville et la campagne comme nous

tout l'avenir de ce territoire. Pour exemple si on en croit les statistiques de l'INSEE la population Limousine va voir sa population d'actifs fondre d'ici 20 ans. Cette perspective pose des questions importantes quand à l'autonomie de la région surtout dans un contexte de décentralisation. Sans parler du dynamisme de la vie associative, du renouvellement de la population ou plus simplement la possibilité de chaque individu à choisir un territoire de vie.

Dans ce contexte, comment faire pour ancrer les jeunes aux territoires ruraux ? Nous avons relevé quatre facteurs primordiaux à leur intégration sociale et professionnelle.

L'emploi ou l'activité.

Si je n'ai pas de travail, je pars en chercher là où je pense avoir une chance d'en trouver, donc je quitte le Limousin. Pour info le Limousin est une des régions où le taux de chômage est le plus faible, mais une des régions où le chômage des jeunes est le plus élevé. C'est aussi une des régions où les revenus sont les plus faibles avec des perspectives minimales d'évolution dans l'entreprise. Autant dire que la plupart des jeunes diplômés vont chercher ailleurs ! Le faible taux de création de postes à responsabilité induit peu de création de postes d'employés ou d'ouvriers pour les jeunes faiblement qualifiés.

AGRICULTURE JE CROIS EN TON AVENIR

Les agricultrices de la FDGEDA (fédération départementale des groupes d'études et de développement agricoles) de la Haute Vienne sont toujours en veine de créativité. IPNS dans son numéro n° 6 avait conté l'exceptionnelle aventure de leur atelier d'écriture sous la férule de Claire Sénamaud de l'association Princesse Camion. En 2003 elles ont tracé en mots les tourments et les espérances qu'elles ont éprouvés pendant et après la crise de la vache folle.

Elles publiaient un bel ouvrage, riche d'émotion et de vérité : "De l'encre dans la prairie". Et, toujours avec l'ardent souci d'aller à la rencontre des populations urbaines, elles sont parvenues à séduire les talents de deux artistes volubiles dans l'art de la mise en mots. Ainsi en 2003 Eugène Durif, avec Catherine Beau et sa compagnie l'envers du décor ont mis en scène et en musique le voyage d'un citadin à la campagne dans "le plancher des vaches". La pièce a trouvé un large écho auprès du public limousin et même parisien puisqu'elle a été jouée au théâtre du Rond point des Champs Elysées. En 2004, elles ont confié leurs récits de vie à Pierre Laurent le conteur de la Compagnie de la Grande Ourse. Sous le double signe de la drôlerie et de la tristesse il les a comparés aux personnages des contes et légendes populaires. La "Vie sur terre" c'est grave et grand, mais comme la vie c'est plein d'espoir. Ce message d'espérance les agricultrices souhaitaient aussi le transmettre aux habitants de Limoges. Elles ont sollicité l'artiste Arnaud Ruiz pour qu'en fresque, il laisse cette trace indélébile sur les murs de la ville. C'est quand même mieux que l'éphémère des placards publicitaires qui encombrant les frontons des carrefours et des places de la cité. Malheureusement la ville de Limoges n'a pas su capter le message des agricultrices. Elle leur a prêté les murs d'un local technique de la compagnie des TCL situé à l'angle de deux artè-



res (Adolphe Mondonaud et Ferdinand Buisson) où le flux de la circulation automobile obstrue quelque peu la lisibilité. De plus, le site a contraint le fresquiste à modifier ses esquisses pour s'adapter à une surface angulaire et par surcroît à raz de terre. Ce choix de l'emplacement a brisé tout le sens de l'allégorie. Pourtant elle nous offre une image forte de la symbolique du don et du contre don dans le rapport que l'humanité entretient avec le vivant. A travers

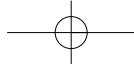
le lent découpage du geste de l'enfant cueillant un épi pour l'offrir à sa mère, l'artiste a traduit toute la vitalité que les agricultrices engagent d'elles mêmes et dans leur métier au service de la gestion du vivant.

Pour achever de détruire cette harmonie, dans le dernier geste où l'enfant cueille l'épi, son visage se heurte à un panneau danger de mort. Il est inscrit sur une porte de sécurité de ce poste de transformation électrique. Et comble d'ironie, cette porte métallique s'insère juste en dessous du titre de la fresque : "Agriculture, tu dessines nos paysages, tu nourris les hommes, je crois en ton

avenir".

Alors on s'interroge sur l'intention qui a guidé le choix des édiles limougeaux. Il y avait mieux à offrir que ce local technique inapproprié et par surcroît éphémère. C'est d'autant plus étonnant que les limougeaux entretiennent des relations conviviales avec la campagne. Et dans une région où l'agriculture exerce une attraction culturelle non négligeable il est pour le moins surprenant que les élus de la métropole régionale manifestent une telle indifférence à l'initiative des agricultrices.

ALAIN CAROF



Agenda

Quelques rendez-vous sélectionnés...



Les festivals s'enchaînent...

L'été est la saison des festivals par excellence et le plateau y tient fièrement sa place. Il n'est qu'à regarder la carte des quelques cinquante "Festivals d'été en Limousin" pour s'en apercevoir. Trois pôles dans la région se détachent : Limoges et sa région (huit festivals), Brive, Tulle et leurs environs (une douzaine) et... Le plateau et le pays de Vassivière (une douzaine également). Bref on pourra filer l'été en allant d'un festival à l'autre presque sans interruption !

Les Musicales du Plateau

On aura commencé dès fin juin à Meymac et ses environs avec les concerts proposés dans le cadre des "Musicales du plateau" et qui s'étaleront sur toute la saison. Concerts dans les églises de Lestards (le 23 juillet), de St Merd les Oussines (le 7 août), de Meymac (orgue et trompettes le 12 août et le quartette Bulgaria Slaveï le 21) et Bugeat (le 15 août).

Renseignements et réservations : 05 55 46 19 97.

Festival des Souffleurs de terre du 7 au 16 juillet

C'est à Eymoutiers et à Beaumont du Lac, du 7 au 23 juillet qu'auront lieu ces rencontres avec des artistes d'origine ethniques différentes, dont l'essentiel est concentré du 7 au 16 juillet.

Cinéma ("Le souffle" de Damien Odoul le 7 juillet à 20h30 au Jean Gabin), théâtre et lectures ("Lettre aux acteurs" les 8 et 9 juillet, "Le concile d'amour" le 12), Contes guarani (le 15), Musique (Contrebasse le 9, musique espagnole le 10, voix corses le 13, bandonéon et guitare le 16).

Renseignements : 05 55 69 27 81 ou 06 11 95 67 51.



Chemins de Rencontre du 16 au 23 juillet

C'est à Magnat l'Etrange que Pays Sage installe cette année les tréteaux de ses Chemins de rencontre. De Magnat à Santiago de Cuba, la Havane, Boavista... Un voyage toujours surprenant et parsemé de rencontres, avec des concerts, des spectacles de

chemins, des ateliers de création et des objets insolites à chaque détour de sentiers. Des auberges vous accueillent le temps d'un apéro concert. Spectacles en soirée sous yourte géante. Découverte de lieux bien réels : le moulin de la Lampe, Beauregard, le Creux de l'image, le gué d'amour, le clocher du diable... pendant quelques instants imaginaires.

Renseignements : 05 55 67 88 58 ou www.pays-sage.net

Folie ! Les mots du 24 au 26 juillet

Les lampions des Chemins de rencontre seront à peine éteints qu'à Faux la Montagne ceux des secondes rencontres festives autour des mots s'allumeront. Les mots seront pendant trois jours dans tous les coins du bourg de Faux. Dans la cour de l'école, cœur du festival, dans les jardins qui accueilleront lectures et spectacles, dans les auberges, dans l'église, à l'épicerie ou sur le marché. Tout est gratuit et en rajoutant 10 euros on pourra même manger avec les artistes qui restent tout au long de ces trois journées, dont deux auteurs francophones en résidence en Limousin : le congolais Léandre Alain Baker et le syrien Khaldoun Imam.

Renseignements et inscriptions aux repas : 05 55 67 94 66 ou folielesmots.free.fr

Danses, Musiques et voix du monde du 2 au 7 août

Les quatre coins du monde s'invitent dans un petit coin de Millevaches, à Felletin, pour le 28ème festival "Danses, Musiques et Voix du monde". La manifestation commencera le 2 août avec une balade semi nocturne qui permettra de découvrir Felletin au clair de lune. Puis, à partir du lendemain 16h et du défilé d'ouverture, les spectacles s'enchaîneront chaque jour jusqu'à celui du dimanche 7 à 21h avec le spectacle final des nations. Au programme encore : les "ateliers du monde", le marché du terroir le vendredi 5, une randonnée le samedi 6 au matin et une journée "Ville en fête" avec des animations autour de l'artisanat du monde le dimanche 7.

Renseignements : 05 55 66 43 00 ou www.portesdumonde.net

7èmes rencontres de la Porte Basse, du 2 au 7 août

On pourra aussi quitter la Creuse pour aller en Corrèze du côté de Chamberet pour la septième édition de ce festival préparé par l'association A la campagne ! Cette année les organisateurs nous emmènent vers le sud : "On dirait le sud...". La tente berbère de la compagnie la Troisième main, le groupe de musique occitane Raja Raja, une "fanfare aux coquillages", un méchoui avec les jeunes agriculteurs chambertois et le groupe de musique trad revisitée Mark'us donneront le ton de cette semaine éclectique au cours de laquelle seront également proposés des plantations originales, des créations artistiques et sonores, des stages de danse et de chant.

Renseignements : 05 55 98 30 12 ou 06 23 77 42 57. www.portebasse.org

Festival de musiques et chansons québécoises du 6 au 15 août

Après les chaleurs du sud, on retrouvera la fraîcheur du grand nord avec une semaine québécoise à Beaumont du Lac. Conférences, lecture spectacle, poésie, musiques et chansons seront au rendez-vous, garanties avec l'accent et la chaleur de nos cousins d'outre Atlantique. Il y sera aussi question de Jacques Cartier et du Général de Gaulle ! Egalement au programme : randonnée franco-québécoise, expositions, vente de produits québécois et librairie.

Renseignements : 0810 87 86 85 ou www.beaumontduquebec.com

Voix d'été en Creuse et Festival Mille Sources et Dordogne

Entre tous ces festivals thématiques vous aurez peut-être envie d'une petite diversion musicale que vous pourrez vous offrir avec la vingtième édition du festival Voix d'été en Creuse (concerts à Felletin le 19 juillet : hommage à Oum Kalsoum, à Aubusson le 22 : musique médiévale ou à Bourgneuf le 24 avec des chants haïtiano-cubains) ou en Corrèze parmi la douzaine de concerts de musique de chambre qu'on pourra entendre notamment à Neuvic les 19, 25 juillet et 6 août ou le 28 juillet à Ussel.

Renseignements Voix d'été en Creuse : 05 55 52 14 29.
Renseignements Festival Mille Sources en Corrèze : 05 55 95 88 08.

Kind of Belou du 19 au 21 août

Jazz contemporain, convivialité et "bœufs" en pleine nature à Treignac pour cette sixième édition de ce festival très attendu de tous les amateurs de jazz contemporain. Concerts tous les soirs à la salle des fêtes à 21h15 avec Nelson Veras Quartet Feat, Magic Malik, Jean Marie Machado, Andaloucia Sextet, etc.

Renseignements : 05 55 98 15 04 ou www.kindofbelou.com

Festival interculturel du conte de Vassivière du 20 au 28 août

Paroles de conteurs, paroles des îles. Cette année pour sa 11ème édition, le festival du conte de Vassivière lève l'ancre et met le cap sur les îles des quatre coins du monde. Quant à l'île de Vassivière elle devient alors "l'île des imaginaires"... Des conteurs et des conteuses de Haïti, Ecosse, Scandinavie, Québec, Sénégal, Japon, Comores, La Réunion et France se produiront dans les communes limitrophes du lac.

Renseignements : 0810 19 23 87 ou www.paroles-conteurs.org

Les Rencontres musicales de Nedde du 23 au 25 septembre

L'été sera déjà fini que la fête se poursuivra encore avec les cinquièmes rencontres musicales de Nedde qui débordent du reste le cadre de cette commune pour donner des ren-

dez-vous à Rempnat ou à Faux la Montagne. Alliant gastronomie, randonnées et musiques traditionnelles, le festival s'étale sur trois jours. Le vendredi 23 septembre sera proposé un "parcours musical en Bourbonnais" avec Frédéric Paris, suivi d'un bal folk à Faux. Samedi 24, après une conférence sur les variétés de pommiers anciens du Limousin, c'est à Nedde qu'on dansera avec le groupe La Chavannée. Enfin, dimanche 25, la randonnée pédestre et conte sera suivie à Rempnat d'un bal traditionnel animé par Sabine Péré, Laurent Haupy et Emmanuel Monnet.

Renseignements : 05 55 69 26 96 ou 05 55 27 93 48. www.rencontresdenedde.org

Hommage à Paul Rebeyrolle

L'espace Rebeyrolle d'Eymoutiers fête ses dix ans l'année même où Paul Rebeyrolle est mort, le 7 février dernier. Le projet de l'exposition d'été était le sien. "Plongeons dans la peinture" (c'est son titre) rassemble des œuvres de la collection de l'espace et d'autres spécialement prêtées pour l'évènement. Ce sont près de 30 nouveaux tableaux, essentiellement réalisés ces dix dernières années qui seront exposés autour des principales œuvres du fonds permanent. Plus de 50 œuvres seront alors réunies pour la première fois, la plupart n'ayant jamais été montrées. C'est l'occasion de porter un nouveau regard sur ce lieu et de revoir, dans toute sa force et sa variété, une œuvre qui est un hymne très sensuel aux matières et aux couleurs du monde. Et l'occasion unique de découvrir Rebeyrolle pour ceux qui au bout de dix ans ne sont pas encore rentrés dans le beau bâtiment de Planchemouton...

Exposition du 26 juin 2005 au 17 juin 2006.

Renseignements : 05 55 69 58 88 ou www.espace-rebeyrolle.com

La plieuse de livres

Si vous n'avez pas encore eu l'occasion de découvrir le travail original de la "sculpteuse de livres", Brig Laugier (voir IPNS n°7), vous pouvez encore vous rattraper. Soit en vous rendant très vite à la librairie Passe temps d'Eymoutiers où elle exposait tout le mois de juin et encore début juillet. Soit en allant à Faux la Montagne les 24, 25 et 26 juillet où elle exposera d'autres œuvres dans le jardin de Monique Lerideaux (derrière la poste) au cours du festival Folie ! Les mots.

Escapade hors plateau

Et pour finir une proposition qui vous mènera hors plateau jusqu'à La Celle sous Gouzon, à La Spouze, chez René Bourdet, qui propose tous les lundis, du 11 juillet au 30 août, dans le cadre des lundis littéraires de La Spouze, des rencontres littéraires et musicales en compagnie d'auteurs, d'acteurs et de musiciens.

On a relevé dans le programme : "Histoire des prisonniers de guerre 39/45" avec l'historien du sujet, Yves Durand, le 18 juillet. "Jardins secrets", des textes lus par trois comédiens et accompagnés à la vielle à roue par Georges Prudent, le 25 juillet. De la poésie avec les poètes palestinien Mahmoud Darwish et sicilien Ignazio Buttita, le 1er août. Un récital Jacques Prévert le 8 août et un hommage à Gérard de Nerval le 15.

Programme complet et renseignements : 05 55 62 20 61.



IPNS . JE M'ABONNE

Nom _____

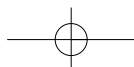
Adresse _____

Abonnement pour 1 an (4 numéros) à partir du n°...

☐ Abonnement ordinaire 12 Euros

☐ Abonnement de soutien 15 Euros ou +

BON A RETOURNER A IPNS 23340 FAUX-LA-MONTAGNE



MILLE ANS QU'ELLE TOURNE !

MUSIQUE



Petite histoire de la Vielle à roue

Eh oui ! voilà bien mille ans que la roue de la vielle s'est mise à tourner. Enfin à peu près, parce qu'à vrai dire personne n'en sait exactement rien. La plus ancienne mention d'un ancêtre de la vielle - l'organistrum - date du X^{ème} siècle. On a aussi retrouvé cet instrument sculpté sur des chapiteaux d'églises à plusieurs endroits, notamment au nord de l'Espagne et en Normandie, datant du XII^{ème} ou XIII^{ème} siècle. Pour ce qui est du lieu de sa naissance, le brouillard est encore plus épais, mais sans doute d'un côté ou de l'autre des Pyrénées. En tout cas, c'est le début d'une histoire mouvementée, car la vielle a connu bien des vicissitudes et traversé toutes les couches de la société. Son histoire c'est un véritable conte.

Cet organistrum accompagnait les chants religieux. Le XII^{ème} siècle va lui adjoindre un clavier, et il prendra le nom de "symphonie" ou "chifonie", montrant bien son aspect polyphonique. De taille imposante, il était posé sur les genoux de deux personnes, l'une tournant la manivelle et l'autre actionnant les touches (on n'a pas pu déterminer s'il tire les touches ou les soulève). La précision d'une sculpture de Saint Jacques de Compostelle a toutefois permis de reconstituer l'instrument muni de trois cordes dont le corps rappelle la guitare.

Au XIII^{ème} siècle, l'organistrum-chifonie va disparaître au profit d'un instrument nettement plus petit et maniable par une personne seule. Il s'appelle désormais "vièle" (un nom commun à tous les instruments à cordes et à archet au Moyen âge). Les troubadours et jongleurs qui parcourent routes et châteaux vont s'en servir pour soutenir les chants et les contes. Elle connaît des années de gloire à cette époque puisque la noblesse s'en empare et qu'on en joue jusqu'à la cour de Henri III. C'est ce qu'on a appelé le "premier âge d'or de la vielle". Ce nom ne paraît fixé qu'au XV^{ème} siècle.

Mais les jongleurs porteurs de rêve ont été remplacés par les livres popularisés par l'imprimerie. La vielle à roue délaissée par les grands de ce monde passe alors à l'autre extrémité de l'échelle sociale puisqu'on la retrouve surtout aux mains des mendiants, aveugles et autres petites gens. Et cela pendant une période de plus de trois cent ans ! On le voit très bien sur les tableaux du XVI^{ème} siècle chez Jérôme Bosch ou Bruegel l'Ancien par exemple. La vielle est présente dans la Cour des Miracles, souvent aux côtés de la cornemuse. Puis le XVIII^{ème} siècle arrive, et c'est un grand bouleversement pour l'instrument. De nouveau, il va se retrouver chez les nobles de la Cour, où l'on assiste à un véritable engouement. Bien entendu, il n'est pas question pour eux d'utiliser les pauvres instruments des mendiants ! Aussi les luthiers parisiens doivent-ils se mettre à l'ouvrage et présenter de véritables œuvres d'art. Il en profitent pour reconsidérer la vielle et la mettent au point de façon définitive, tant et si bien qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas eu de véritable innovation dans la construction. Jusque là, le corps des instruments était uniquement à fond plat. C'est de cette époque que date l'apparition du fond bombé et l'habitude de sculpter une tête au chevillier de la vielle. Ce second "âge d'or" a été particulièrement présent sous Louis XV, lui-même vieillex, très médiocre d'ailleurs paraît-il. Il fallait aussi un répertoire "classique" à cet instrument noble. De nombreux compositeurs s'y sont employés, souvent tombés dans l'oubli, mais Bach, Vivaldi ou Mozart n'ont pas craint d'écrire pour la vielle. Et cette fois-ci les peintures la représentent portée par de belles dames.

Toute mode a une fin, la royauté aussi, et la Révolution remisa la vielle en d'autres mains et en d'autres territoires. Le XIX^{ème} siècle la donne au peuple des campagnes. C'est d'ailleurs dans l'Allier, à Jenzat, que dès 1795 se crée un premier atelier de fabrication de l'instrument, qui ne prendra fin qu'en 1972. Au XX^{ème} siècle, la vielle est "attaquée" de toutes parts par d'autres instruments : le cornet à pistons et la clarinette d'abord, utilisés par les fanfares militaires, puis l'accordéon, facile à se procurer (et à accorder !). Après la deuxième guerre mondiale, la vielle disparaît quasiment des scènes publiques, et l'on est bien près de la remiser complètement. Seuls quelques ménestriers s'en servent encore et il faut vraiment chercher pour trouver un fabricant.

Les années 1970 voient renaître la musique traditionnelle et ses instruments, et placent la vielle au premier plan. Une très forte demande amène nombre de nouveaux luthiers dont les délais de livraison dépassent les trois ans. La vague est peu à peu retombée et beaucoup de ces fabricants ont dû retourner à d'autres occupations.

Cette forte dynamique a malgré tout permis d'impulser de nouvelles idées d'amélioration et d'utilisation de la vielle ; ses possibilités très complètes, mélodiques et rythmiques ont séduit nombre de formations bien éloignées de la musique traditionnelle.

Alors ... encore un bon millénaire pour la vielle à roue?

Son aire géographique : Non, vous l'aurez compris, la vielle à roue n'est pas issue du folklore auvergnat ou breton comme on l'entend souvent. Au cours de son histoire, elle a été répandue dans toute l'Europe jusqu'en Russie. C'est malgré tout en France qu'elle a perduré plus longtemps et avec le plus de force. On trouve dans notre pays actuellement une vingtaine de luthiers spécialisés dans la vielle, sans compter les

Allemands, Britanniques, Espagnols, Hongrois.. Mais allez donc faire un tour à Saint Chartier (dans l'Indre près de la Châtre) du 14 au 17 juillet 2005 et vous basculerez dans un autre univers où les luthiers vous feront découvrir leurs œuvres et vous repartirez la tête emplie et enchantée des mélodies ininterrompues qui fleurissent partout.

GEORGES PRUDENT

